

IL Y A 15 ANS, LES PRINTEMPS ARABES FAISAIENT TOMBER DES DICTATURES

LE NPA-RÉvolutionnaires AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

RÉvolutionnaires

48

8 JANVIER 2026 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

ÉDITORIAL
Non à l'agression impérialiste pour faire main basse sur les richesses du Venezuela !

Dans la nuit du 2 au 3 janvier, l'armée américaine, sur ordre de Donald Trump, a mené une opération militaire sur Caracas, la capitale du Venezuela, pour enlever le président Maduro et sa femme. Du jamais vu depuis l'invasion militaire par les États-Unis de l'île de Grenade en 1983 et l'enlèvement de Noriega au Panama en 1989.

MAIN BASSE SUR LE PÉTROLE

Officiellement, Trump a fait kidnapper Maduro pour le juger aux États-Unis pour « narco-terrorisme ». Une accusation ridicule, qui ne prend même pas la peine de cacher les véritables raisons de cette invasion militaire : mettre la main sur les immenses réserves pétrolières vénézuéliennes. Lors de sa conférence de presse, Trump a d'ailleurs carrément prétendu que les États-Unis dirigerait désormais directement le pays et ses ressources, et a prononcé plus d'une vingtaine de fois le mot « pétrole ».

En réalité, aux yeux des capitalistes américains, le seul crime de Maduro, et de son prédécesseur Chávez, est d'avoir osé nationaliser les compagnies pétrolières vénézuéliennes, et imposé la participation majoritaire de l'État aux installations pétrolières américaines. En 2002, déjà, l'impéria-

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉvolutionnaires

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|---|--|----------------|--------------|
| POLITIQUE | p. 1 à 4 | INTERNATIONAL | p. 5 à 7 | DOSSIER | p. 8-9 | PREMIÈRES LIGNES | p. 10 à 13 | CULTURE | p. 15 |
| Editorial Non à l'agression impérialiste pour faire main basse sur les richesses du Venezuela ! | Bardella engrange les droits « d'auteur »... et attend son heure | Trump accélère le repartage le monde au profit des capitalistes des États-Unis | Algérie : liberté pour Lyes Touati ! | JANVIER-FÉVRIER 2011, LE PRINTEMPS ARABE UNE REVOLTE CONTAGIEUSE QUI A DÉFAIT DES DICTATURES ET S'EST FAIT CRAINdre | Accidents du travail : nous ne voulons plus compter nos morts ! | La casse de la protection de l'enfance n'est pas un fait divers | Livre : Mohammed Harbi : une vie debout | | |
| Incendie mortel de Crans-Montana : les profits avant la sécurité | Le RN, maisons closes et vrai visage découvert ! | Intronisation de Zohran Mamdani à New York | Contre le grand banditisme impérialiste de Trump et son toutou Macron, travailleurs de tous les pays unissons-nous ! | Le rôle de la monarchie | Explosion à Elkem : quand les patrons de la chimie tuent ! | Chasse aux calots à l'hôpital : une attaque contre nous tous | | | |
| Les SDF meurent de froid, mais surtout du capitalisme ! | Vers les Charlots d'extrême droite ? | La colère se généralise en Iran malgré la répression du régime | Guerre d'Ukraine : le bal des vautours | Tunisie : la collaboration de classe a pavé la voie au retour de la dictature | Kem One Saint-Fons (Rhône) : contre les attaques patronales en cours, et à venir, la grève ! | Grève pour les salaires à la SNCF | NPA JEUNES-R p. 16 | | |
| Sale premier de l'an pour nos porte-monnaie ! | La colère des agriculteurs, et les impasses qui la guettent | Palestine occupée : la guerre en permanence | Taxe carbone aux frontières : les États européens au chevet de leurs industriels licencieuses et pollueuses | Égypte : le sabre et le minaret pour étouffer la révolution | Stellantis Mulhouse réduit la voilure | Teisseire : deux mois de grève contre 205 licenciements | Chine : des naissances à tout prix | | |
| | | | | Libye, Syrie : le chaos plutôt que la révolution | Lyon : 250 mineurs isolés, toujours sans solution de logement | Froid ou pas, les jeunes mineurs étrangers toujours en lutte | Cachez ces réseaux que je ne saurais voir | | |
| | | | | | | | Université de Nanterre : les sans-facs toujours en lutte ! | | |
| | | | | | | | | | |

»»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

lisme américain avait tenté de renverser Chávez. En 2015, c'est Barack Obama qui avait imposé des sanctions économiques au pays, qui ont avant tout touché la population. Une politique qu'a poursuivie Biden, et que Trump a aujourd'hui décidé de poursuivre avec le renversement direct de Maduro par l'armée américaine.

UNE MENACE CONTRE TOUS LES PEUPLES DE LA PLANÈTE

Maduro et son prédécesseur Chavez se prétendaient socialistes mais ne défendaient en rien les intérêts des travailleurs et travailleuses de leur pays. Au Venezuela, comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, les libertés syndicales sont suspendues. Maduro s'est maintenu au pouvoir par une répression brutale et a fait emprisonner des centaines d'opposants.

Mais les crimes du dirigeant vénézuélien n'autorisent nullement le grand banditisme impérialiste de Trump dans un déploiement spectaculaire de forces destiné à intimider tous les peuples de la planète ! Une semaine avant cette opération éclair sur Caracas, les États-Unis avaient déjà mené des frappes sur le Nigeria, le plus gros pays producteur de pétrole d'Afrique. Donald Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio menacent maintenant Cuba, la Colombie et le Groenland, de connaître le même sort que le Venezuela. Mais qu'à cela ne tienne : les dirigeants européens, Macron en tête, se sont réjouis de la chute de Maduro. Les dirigeants russes et chinois ont de leur côté condamné cette opération, appelé à la libération de Maduro, qui était leur allié et au « respect du droit international », eux qui pourtant sont des sosies au petit pied de Trump : Vladimir Poutine mène lui aussi une guerre d'invasion en Ukraine, et Xi Jinping organise des opérations navales de grande ampleur menaçant Taïwan, dans le cadre de prétentions tout aussi impérialistes que les États-Unis.

AUX TRAVAILLEURS ET AUX PEUPLES DE STOPPER CETTE FOLIE GUERRIÈRE !

En réalité, le génocide à Gaza a bien montré à quoi servait le prétendu « droit international » : légitimer la domination des pays impérialistes qui, lorsqu'ils le jugent nécessaire, n'hésitent pas à s'asseoir dessus pour massacrer les peuples et envahir des pays. Il n'y a rien à attendre, ni des dirigeants impérialistes, ni de leurs institutions.

Dès l'annonce des bombardements américains sur Caracas, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, en France, en Espagne, en Italie, mais aussi dans les grandes villes des États-Unis, pour dénoncer ce raid. Seuls les peuples et les travailleurs de la planète, en se mobilisant et s'organisant, peuvent stopper la folie guerrière des impérialistes. À bas l'agression contre le Venezuela ! À bas l'impérialisme !

• 05/01/2026

À lire sur notre site :
Venezuela : la « démocratie » des impérialistes, le chavisme et nos perspectives révolutionnaires →



Incendie mortel de Crans-Montana : les profits avant la sécurité

En Suisse, dans la station de ski où le terrible incendie du 31 décembre a fait 40 morts et plus d'une centaine de blessés graves, dont des très jeunes et des employés saisonniers, des milliers de personnes ont manifesté leur peine mais aussi leur colère. L'établissement, tenu par un gérant français qui a eu maille à part avec la justice dans le passé, n'aurait pas été contrôlé depuis cinq ans alors qu'il aurait dû l'être tous les ans. La dangerosité du revêtement « anti-bruit » du plafond, en mousse de polyuréthane et de polyéthylène comportant différents atomes de matières toxiques et surtout très inflammables, aurait été sciemment ignorée, comme lors de l'incendie du sous-sol du bar « Cuba Libre » à Rouen qui avait causé la mort de 14 jeunes en 2016. Une sortie de secours au sous-sol aurait été condamnée, comme dans bien d'autres de ces établissements, pour que personne ne puisse entrer ou partir sans payer. Les autorités, qui ne sont probablement pas toutes blanches non plus, évoquent avec euphémisme « une culture du risque inconsidérée ». La procureure du Valais reconnaît que « manifestement quelque chose n'a pas fonctionné » et une instruction pénale est ouverte. À Rouen, les gérants du bar avaient été condamnés à cinq ans de prison dont trois fermes pour « homicides et blessures involontaires par violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité et de prudence ».



EFFET COCKTAIL... BON MARCHÉ !

Lorsqu'une telle mousse brûle, elle dégage des flammes mais aussi des fumées toxiques chargées en monoxyde de carbone, en acide chlorhydrique, en acide cyanhydrique ou encore en oxyde de soufre : ce que les scientifiques appellent un « effet cocktail ». En quelques dizaines de secondes, on perd sa lucidité, et en quelques minutes, on meurt asphyxié. Quand se rajoute à cela l'effet de panique accentué par l'espace confiné, c'est l'hécatombe assurée comme à Crans-Montana. Certains revêtements insonorisant existent en version ignifugée, ce qui rend toute combustion impossible même au contact d'un chalumeau mais ces matériaux, plus résistants au feu, sont plus coûteux. Alors, comme tous les patrons, les propriétaires et exploitants de lieux festifs, de bars, de cabarets, de discothèques ne sont pas les derniers à faire des économies, en contournant une législation déjà peu contraignante, d'autant que du côté des autorités publiques, les contrôles sont défaillants.

ARRÊTER L'HÉCATOMBE

Depuis 1970, des incendies de discothèques un peu partout dans le monde ont causé la mort de plus de 2500 personnes, et fait des milliers de blessés graves. Comme ce sont souvent des jeunes voire de très jeunes gens qui en sont les victimes, l'émotion populaire et l'écho médiatique sont très forts dans les jours qui suivent l'incendie. La colère des proches des victimes, elle, ne s'éteint jamais face à une société tellement basée sur le fric qu'elle transforme des lieux de fête en tombeaux.

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 48 • 8 JANVIER 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAUX, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE
AURÉLIEN GAUTREAUX

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

MARIE DAROUEN • 06/01/2026

Les SDF meurent de froid, mais surtout du capitalisme !

« Un SDF de 28 ans retrouvé mort dans un hangar, le froid serait à l'origine du décès », « Un sans-abri retrouvé mort de froid sur le parking d'un centre commercial »... Chaque hiver, les morts de la rue remplissent les rubriques « faits divers » de la presse locale et nationale. Les vagues de froid sont particulièrement difficiles pour les SDF, mais la véritable cause de ces morts n'est pas le froid : c'est la privation d'un logement chauffé que la société capitaliste impose à une fraction croissante des classes populaires. D'ailleurs, si la presse s'en fait moins l'écho, les SDF meurent autant l'été. Les conditions de vie dans la rue, le manque de sommeil, la recherche permanente de nourriture et d'un coin pour dormir, les difficultés à prendre une douche, les violences qui en découlent, en particulier pour les femmes, sont autant de facteurs réduisant l'espérance de vie à la rue, à peine soulagée par le travail des associations et la solidarité de quelques riverains. Le collectif Les Morts de la rue a recensé 912 morts de « sans chez soi » en 2024, un record, et il chiffre provisoirement à 746 le nombre de morts en 2025. L'âge moyen au décès est de 47,7 ans,

soit 32 ans de moins que la population générale.

On entend parfois dire que devenir SDF, « ça peut arriver à tout le monde ». Il y a sans doute quelques exemples pour l'illustrer liés à des ruptures professionnelles ou familiales difficiles ou des troubles psychiatriques mal pris en charge. Mais il y a quand même des facteurs sociaux déterminants. Le premier est l'absence de papiers en règle pour de nombreux migrants fuyant des guerres, des oppressions ou simplement la misère. Vient ensuite une enfance difficile : l'anniversaire des 18 ans n'est pas une fête pour la grande majorité des enfants placés à l'aide sociale à l'enfance (ASE). 98 % des personnes anciennement placées déclarent avoir déjà été sans domicile. Ce sont enfin des précaires et chômeurs de longue durée, qui ne parviennent plus à sortir la tête de l'eau, n'ont pas les garanties suffisantes pour accéder à un logement stable ou subissent le racisme des propriétaires et agences immobilières. Les conséquences sont particulièrement dramatiques pour celles et ceux qui

n'ont pas de réseau familial ou amical pour les accueillir dans les mauvais moments. Ce sont ceux-là qui subissent les coups orchestrés par les gouvernements successifs, facilitant les expulsions locatives et criminalisant les impayés, en bonne défense de la sacro-sainte propriété privée.

Le sans-abrisme est le symptôme d'une société malade du capitalisme. La promesse en l'air d'un Macron affirmant en 2017 (!) qu'il n'y aurait plus personne à la rue « avant la fin de l'année » n'y a rien changé. Pour résorber la misère, il faut rompre avec le système qui l'engendre, en commençant par réquisitionner d'urgence les logements vides et régulariser tous les sans-papiers, puis en construisant des logements en nombre suffisant, en réduisant les loyers, en interdisant les licenciements et suppressions d'emplois et en augmentant les salaires.

MAURICE SPIRZ • 08/01/2026

SALE PREMIER DE L'AN POUR NOS PORTE-MONNAIE !

Comme chaque année, le 1^{er} janvier marque l'entrée en vigueur de nouvelles mesures, réglementations et tarifications décidées par le gouvernement et le patronat. Petit florilège de ce qui va s'appliquer désormais.

L'énergie, et particulièrement le gaz et l'essence, va augmenter du fait d'une hausse du prix des certificats d'économie d'énergie. Ce dispositif censé inciter les entreprises à réduire leur consommation d'énergie ou à financer la réduction d'énergie des particuliers, est en fait surtout une taxe qui retombe sur les travailleurs qui en paient directement le prix à la consommation.

Les transports vont aussi augmenter dans les villes où ils n'ont pas déjà grimpé en septembre. Le prix du passe Navigo en région parisienne dépasse ainsi les 90 euros mensuels, alors qu'il était de 75 euros en 2022.

Le barème d'imposition sur le revenu est gelé, au lieu de suivre l'inflation. Concrètement, si un salaire a augmenté

autant que l'inflation (environ 1 % en 2025), le salarié qui le touche n'en sera pas plus riche. En revanche, avec 1 %, il risque d'être imposé davantage. Plus de 200 000 foyers fiscaux de travailleurs modestes deviennent imposables à cause de ce changement.

Mais c'est surtout du côté de la santé que sont portées les attaques les plus sévères. Le gouvernement entend faire 30 % d'économies sur les arrêts maladie. Pour cela, il instaure la « mise sous objectifs » (MSO) des médecins libéraux, qui seront pénalisés s'ils prescrivent plus d'arrêts qu'un certain quota, alors que de nouvelles limitations s'appliquent sur la durée initiale des arrêts. Enfin, les affections longue durée (ALD) sont restreintes à une liste de maladies définies par le ministère de la Santé.

Du côté des mutuelles, les tarifs ont augmenté en moyenne de 4,3 %, soit beaucoup plus que les sommes redistribuées aux adhérents.

Macron et ses amis auraient aimé alourdir encore cette liste, mais certains mauvais tours du gouvernement sont suspendus à l'adoption d'un budget 2026. Ce n'est que partie remise pour le chef de l'Etat, qui, en bon blagueur, appelait dans ses vœux du nouvel an à ne pas renoncer « à être une nation plus solidaire, plus fraternelle ».

B. AVELIN • 05/01/2026



AUTOROUTE A69 ENTRE TOULOUSE ET CASTRES : LA JUSTICE DU CÔTÉ DES ACTIONNAIRES

Le 27 février 2025, l'ambiance était à la fête pour les opposants au projet de l'autoroute A69 reliant Toulouse et Castres : le tribunal administratif de Toulouse demandait l'interruption de ce chantier jugé illégal. En effet, sous prétexte de « désenclaver » la zone, ce projet est un désastre environnemental dénoncé par plus de 1500 scientifiques, et prévoit de faire payer aux habitants 17 euros de péage pour l'aller-retour, au lieu d'améliorer la route nationale existante ou l'offre ferroviaire. Présentée comme une « victoire historique », cette décision n'était en fait qu'un sursis : l'Etat et le concessionnaire Atosca ont fait appel, et ont obtenu gain de cause le 30 décembre. La « victoire » semblait déjà bien fragile quand Atosca a obtenu en mai l'autorisation de reprendre le chantier en attendant la décision, et l'a fait à un rythme effréné : les centrales à bitume ont été mises en marche (ce qui montre une grande confiance dans le fait qu'elles serviront !) et les machines de terrassement ont privé les riverains de calme de 5 heures du matin à 23 heures tous les jours. Et peu importe si cette tranche horaire était illégale, le but d'Atosca étant d'avancer l'argument hypocrite du fait accompli : le chantier serait trop avancé pour être annulé... Autre preuve que les dés étaient pipés : le président et le rapporteur public qui ont été choisis pour l'audience sont ceux qui se sont prononcés pour l'A69 en février !

Les militants déterminés à continuer la lutte ont bien raison de chercher à utiliser tous les leviers possibles pour ralentir le chantier : les reportages sur le terrain prouvent que, contrairement à ce qu'affirme Atosca, le chantier n'est pas si avancé. Le bitume n'a pas encore été coulé, la nature peut encore reprendre ses droits sur le tracé. Mais aucune victoire ne sera acquise tant que le pouvoir sera entre les mains de ceux qui ne pensent qu'au profit ! Comme d'habitude, les vraies raisons derrière les faux prétextes ce sont les intérêts des riches, ici particulièrement les actionnaires du groupe Pierre Fabre. Les politiciens de la région Occitanie défendent bec et ongles ce projet qui coûte 530 millions d'euros (auxquels s'ajoutent 276 millions d'euros pour l'arsenal répressif contre les mobilisations !). Et ils osent prétendre que leurs décisions sont prises dans l'intérêt général !

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

| | | |
|---------|------------|-----------------|
| 6 MOIS | 20€ OU 25€ | PRIX DE SOUTIEN |
| 12 MOIS | 40€ OU 50€ | PRIX DE SOUTIEN |

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

| | |
|------|-----|
| 1 AN | 20€ |
|------|-----|

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE) nra-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

Le RN, maisons closes et vrai visage découvert !

Le Rassemblement national, par la voix du député de la Somme Jean-Philippe Tanguy, prépare une proposition de loi visant à rouvrir les maisons closes fermées depuis la loi Marthe Richard de 1946, et demandant également que les clients des prostituées ne soient plus pénalisés. Cette proposition a été immédiatement soutenue par Jordan Bardella le 13 décembre.

À lire sur notre site



VERS LES CHARLOTS D'EXTRÊME DROITE ?

À propos de la militante et essayiste Rokhaya Diallo, un caricaturiste de Charlie Hebdo n'a pas trouvé mieux que de la représenter vêtue d'une jupe en bananes, style imagerie coloniale française. Que les illustrations du magazine surfent sur des clichés réactionnaires, sexistes, racistes, n'est plus à souligner. La députée LFI Danièle Obono en avait également fait les frais il y a deux ans.

Dans le corps de l'article, on trouve une défense inconditionnelle et sans nuance de la « laïcité française », portée en étandard contre l'idéologie des « Yankees » dont Rokhaya Diallo est jugée trop proche. Preuve en serait la dénonciation qu'elle fait du racisme et de l'islamophobie structurels en France. Pour Charlie l'irrévérencieux, pas touche quand même à la République et à ses valeurs... faites pourtant de lois anti-migrants, de racisme institutionnel, de discriminations sexistes à tous les étages et d'inégalités sociales records. L'universalisme républicain, que Charlie a retenu des « usines à cerveaux tricolores », c'est celui au nom duquel s'est réalisée la colonisation de l'Afrique sous la III^e République.

L'instrumentalisation de la laïcité à des fins racistes est de mode, et on ne la trouve pas qu'à droite ou à l'extrême droite. À gauche aussi, sous ce voile laïc se cachent des positions islamophobes, au nom du féminisme ou de la défense de l'intégrité républicaine. Après les attentats de janvier et de novembre 2015 à Paris, une vague d'islamophobie a traversé le pays, et la gauche n'a pas été épargnée. Manuel Valls, alors Premier ministre de François Hollande, champion du racisme anti-Roms, en rajoutait aussi dans le racisme anti-musulmans. En mars 2016, alors que des centaines de milliers de travailleurs

s'organisaient et luttaient contre la loi Travail inspirée par le ministre de l'Économie Emmanuel Macron, des personnalités associatives, médiatiques et politiques (venant du PCF, d'EELV et du PS) signaient le manifeste pour un Printemps républicain, qui a donné son nom à une nouvelle formation politique. Elle a rapidement ouvert ses portes et ses tribunes aux politiciens de droite et, sous couvert de défense de la laïcité et de lutte contre l'islamisme, s'en prend exclusivement aux musulmans. Le ralliement de pans de la gauche derrière cette rhétorique raciste n'est ni anodin, ni un simple accident. Gare à l'air du temps, à la remontée en surface de vieilles idées réactionnaires de la bonne bourgeoisie catholique, voire suprémaciste blanche, gare à la montée de l'extrême droite, qui fait désormais de la laïcité un drapeau ! Un vent mauvais que seules la lutte et la solidarité de classe pourront balayer, en ouvrant à des débats non pollués sur tous les sujets de société. Et à de l'humour, même caustique, sans avoir besoin d'être réac !

DYLAN BOURRIE • 04/01/2026

Bardella engrange les droits « d'auteur »... et attend son heure

Ce sont plus de 700 000 euros qui ont été empochés en 2024 et 2025 par Jordan Bardella de la part des éditions Fayard pour ses droits d'auteur. En plus de son poste de président du Rassemblement national et de son mandat de député européen, Bardella a trouvé une troisième occupation... très rémunératrice : il vend des livres en masse et enchaîne les séances de dédicaces depuis octobre dernier dans des dizaines de librairies partout en France depuis la sortie de son deuxième ouvrage, qui a bénéficié d'un lancement promotionnel exceptionnel. Et pour cause : les éditions Fayard appartiennent au milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré, qui possède aussi Europe 1 et plusieurs chaînes de télévision. Elles avaient aussi misé sur les couloirs des gares parisiennes pour un affichage massif, avant que la régie publicitaire Mediatransports refuse d'aller au bout du contrat, depuis une action en justice du syndicat SUD Rail. Des centaines de personnes font parfois la queue

pendant des heures avant de repartir avec un livre dédicacé. Parfois aussi, heureusement, des manifs d'antifas sont aussi au rendez-vous, des lanceurs d'œufs ou de farine également...

Bardella est-il déjà en campagne pour 2027 sans engager le moindre euro de son parti, car tous les frais sont payés par les éditions Fayard qui tirent 1,3 million d'euros de chiffre d'affaires grâce à « l'auteur » Bardella ? Officiellement non, tant que l'inéligibilité pour cinq ans de Marine Le Pen, dont le procès en appel démarra le 13 janvier prochain, ne sera pas confirmée. Mais le « plan B » comme Bardella est évidemment déjà prévu du côté du RN. Bardella ou Le Pen, Le Pen ou Bardella ? Quel ou quelle qu'en soit l'auteur ou l'autrice, le programme sera de la même encre de toute façon : raciste, nationaliste et pro-patronale.

MARIE DAROUEN • 06/01/2026

La colère des agriculteurs, et les impasses qui la guettent

La colère agricole couve comme la braise sous la cendre. En décembre dernier, l'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse bovine (DNC) l'a rallumée. Alors que des pays d'Europe du Sud ont éradiqué l'épidiootie chez eux par le vaccin, la France lui préférera l'abattage systématique du troupeau entier dès le premier cas de DNC avéré, et la promesse de l'indemnisation des éleveurs.

Les éleveurs sont entrés en lutte, pointant à juste titre que la DNC ne comporte aucun risque de transmission à l'être humain, ni par l'animal malade, ni même par la consommation de son lait ou de sa chair. En clair, l'abattage de troupeaux entiers ne protégeait ni les riverains des fermes, ni les consommateurs, mais seulement les profits liés aux exportations. En effet, la vaccination développe chez les animaux traités des anticorps semblables à ceux des bêtes atteintes, entraînant la perte des labels nécessaires aux exportations. Hors de question pour l'agrobusiness et la FNSEA, le principal syndicat agricole.

Ce sont ses rivaux - la Coordination rurale, dont la direction fascisante est liée au RN, et la Confédération paysanne, classée à gauche - qui ont animé la contestation. La combinaison du nombre et de la détermination a contraint le gouvernement à lancer une campagne de vaccination. Voyant son prestige menacé, la FNSEA s'est empressée d'agiter la menace du traité de libre-échange entre l'Union européenne et les pays sud-américains du Mercosur. Ce traité a certes tous les défauts de la mondialisation capitaliste. Mais le protectionnisme, c'est-à-dire un repli dans des frontières nationales, ne protégerait en rien les agriculteurs. D'ailleurs, les dirigeants de l'agrobusiness n'ont aucune intention de lui sacrifier leurs parts de marché à l'exportation. Ils ne s'appuient sur la colère des dizaines de milliers d'agriculteurs



acculés par la misère que pour obtenir du pouvoir la politique la plus favorable à leurs intérêts.

Ce sont pourtant les mêmes capitalistes qui d'une part exploitent les travailleurs de l'agro-industrie d'amont (chimie, matériel agricole, etc.), ceux de l'agro-industrie d'aval (laiteries, abattoirs, etc.) et de la grande distribution, et qui de l'autre pressurent les agriculteurs. En unissant les forces des salariés de ces secteurs, des agriculteurs, mais aussi des spécialistes de l'environnement, il deviendrait possible de faire reculer les capitalistes de l'agrobusiness et l'État qui est à leur service. Une perspective autrement enthousiasmante que les impasses dans lesquelles les syndicats agricoles tentent d'entraîner les agriculteurs.

MATHIEU PARANT
ET JEAN-JACQUES FRANQUIER
• 06/01/2026

À lire sur notre site →



Trump accélère le repartage le monde au profit des capitalistes des États-Unis

En faisant enlever le président du Venezuela, Nicolás Maduro, Trump a envoyé un message tous azimuts : les États-Unis disposent de la plus grande armée du monde, sont la première puissance mondiale et entendent le rester.

MISE AU PAS DES DIRIGEANTS D'AMÉRIQUE LATINE

Dans la foulée de l'intervention au Venezuela, Trump a menacé directement la Colombie et Cuba. Mais l'avertissement vaut pour tous les pays d'Amérique latine que les États-Unis ont toujours considérés comme leur arrière-cour et dont l'administration Trump a obtenu, depuis un an, de larges concessions - extension portuaire au Guatemala sous la supervision de l'armée américaine, déploiement de troupes américaines autour du canal de Panama, construction d'une base aéronavale au Pérou. Depuis son arrivée au pouvoir, Trump a lourdement pesé, avec succès, sur tous les scrutins - au Honduras, en Argentine, au Chili. Dans son collimateur, le Brésil de Lula, où une nouvelle élection présidentielle doit avoir lieu en octobre prochain.

Deux jours avant son enlèvement, Maduro lui-même s'était montré prêt à ouvrir le Venezuela aux investissements américains dans le pétrole. La vice-présidente, Delcy Rodríguez, qui a succédé à Maduro, est allée dans le même sens, tout en réclamant pour la forme la libération de Maduro : « Nous invitons le gouvernement américain à travailler conjointement à un agenda de coopération. »

Alors que la cheffe de l'opposition, María Corina Machado, prix Nobel de la paix 2025, se disait prête à exercer le pouvoir, Trump l'a séchement déclarée hors course. Il préférerait une Delcy Rodríguez soumise, sans guère d'appui populaire comme l'a confirmé

la faiblesse des manifestations de soutien à Maduro, et donc maintenue au pouvoir par le bon-vouloir des États-Unis. Mais entre les calculs et leur résultat, il y a souvent un grand écart et le Venezuela n'est pas à l'abri d'une instabilité durable.

AVERTISSEMENT AUX IMPÉRIALISMES EUROPÉENS...

Depuis l'opération militaire au Venezuela, les déclarations de Trump et de son administration sur « l'hémisphère occidental » constituent aussi un avertissement à l'Europe - ainsi qu'au Canada, dont Trump avait déjà proposé qu'il devienne le 51^e État de l'Union. Sa volonté réaffirmée de mettre la main dans un délai allant de vingt jours à deux mois sur le Groenland n'a pas provoqué de levée de boucliers parmi les dirigeants européens. Quant aux dirigeants du Groenland et du Danemark, auquel ce territoire est rattaché, ils se sont dépêchés de dire que les États-Unis n'avaient pas besoin d'annexer l'île pour y faire ce qu'ils veulent, exploitation des matières premières et bases militaires incluses...

L'absence de condamnation franche des dirigeants européens de l'agression conduite au Venezuela met en évidence la réalité des rapports de force : l'Europe ne fait pas le poids.

... AINSI QU'À LA RUSSIE ET LA CHINE

L'avertissement vaut aussi pour la Russie et la Chine. Les États-Unis ont fait la dé-



monstration d'une efficacité militaire sans pareille, en même temps qu'ils ont remis la main sur un robinet à pétrole qui profitait à la Chine. L'insistance de l'administration Trump sur son contrôle de « l'hémisphère occidental » (les Amériques) pourrait laisser penser à un partage en zones d'influence qui laisserait une latitude à Poutine et Xi pour dominer des peuples de leurs propres sphères régionales, mais dans les limites fixées par les États-Unis. Les guerres en cours sont aussi des guerres sociales contre les travailleurs et les peuples !

Depuis un an, Trump, a remodelé le partage du monde. Les États-Unis possèdent la puissance pour l'imposer. Du moins tant que les puissances rivales, à commencer par la Chine, réussissent à s'en sortir dans la nouvelle configuration. Ce qui n'a rien de certain

et rend possible la marche vers une guerre généralisée.

Il est d'autant plus urgent de tout faire pour que les révoltes populaires qui éclatent dans différents pays débouchent sur une remise en cause du capitalisme, dont la fin est la seule façon d'être certains que les rivalités impérialistes ne déboucheront pas sur un nouveau carnage mondial.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 06/01/2026

Article complet sur le site →



INTRONISATION DE ZOHAN MAMDANI À NEW YORK

Le nouveau maire « socialiste » de New York, a promis une « nouvelle approche du pouvoir ». Un discours flou mais qui agrège autour de lui une partie de l'opposition progressiste à Trump.

« UNE NOUVELLE ÈRE DE NEW YORK » ?

Élu avec plus d'un million de voix, la victoire de Mamdani témoigne d'une aspiration au changement dans une partie de la population. Sa campagne a été marquée par les références aux préoccupations ouvrières : le coût des transports, du logement et de la vie plus généralement, ainsi qu'en affichant son soutien aux ouvriers du BTP, aux infirmières de Mott Haven (quartier pauvre du sud du Bronx) et aux chauffeurs de taxis de l'aéroport de La Guardia.

« MONTRER QUE LA GAUCHE EST CAPABLE DE GOUVERNER »

L'axe de sa campagne était « l'abordabilité », qui consiste à poser le problème du pouvoir d'achat à partir de la consommation et non des salaires, ce qui exonère le patronat en tant qu'exploiteur. Mamdani prétend régler les problèmes de la population travailleuse de la ville en respectant la Constitution des États-Unis et sans toucher aux intérêts du patronat. En témoignent les multiples rencontres avec les milieux financiers de New York avant les élections pour les rassurer sur son programme



ZOHAN MAMDANI ET DONALD TRUMP, 21 NOVEMBRE 2025.

et les mentions des précédents maires démocrates de la ville, notamment Bill de Blasio. Élu lui aussi sur la base de la lutte contre les inégalités, il n'avait rien fait pour les combattre durant son mandat entre 2014 et 2021.

Pour montrer patte blanche, en plus de rencontrer Trump dans le bureau ovale, Mamdani a prolongé le mandat de la préfète de police, Jessica Tisch, qui s'est illustrée par son soutien sans faille aux exactions racistes de la police municipale de New York, à la répression des manifestations anti-ICE ou en soutien au peuple palestinien.

Mamdani prévoit de « montrer que la gauche est capable de gouverner », c'est-à-dire de gérer le capitalisme. C'est à la fois un message aux patrons américains mais aussi aux cadors du Parti démocrate, initialement très hostiles à Mamdani mais qui avaient fini par le rejoindre face à la vague de popularité qu'avait connue sa campagne. Face aux attaques du patronat, les travailleurs américains ne pourront pas compter sur des promesses de ceux qui ne pensent qu'à la prochaine élection et comptent la gagner en donnant des gages à leurs exploiteurs.

FRANÇOIS CICHAUD • 05/01/2026

Contre le grand banditisme impérialiste de Trump et son toutou Macron, travailleurs de tous les pays unissons-nous !

L'intervention américaine au Venezuela a donné lieu à des couacs à la tête de l'État français. D'un côté, un ministre des Affaires étrangères, Barrot, s'indignant de la violation du droit international. De l'autre, un président de la République applaudissant à la fin d'une dictature, même par la capture brutale de son chef par celui d'un État voisin ! La réaction première de Macron, même si un léger infléchissement a suivi, a été bien significative. Marquée par l'alignement total sur la politique de Trump, sur le plus fort et surtout sur sa loi du plus fort, que Macron (tout président de seconde zone qu'il soit) applique lui-même allégrement contre les peuples ex-colonisés ou les travailleurs. Alignement aussi devant les appétits impérialistes que Macron et les siens nourrissent pour leur part : qui sait si TotalEnergies, qui a dû abandonner son exploitation du pétrole vénézuélien en 2021, ne pourrait pas y retrouver ses profits perdus ?

Mais notons que Macron, tout en s'affichant comme le caniche de son maître Trump, aboyant comme lui pour revendiquer que la force des puissants prime

sur le droit des peuples ou un quelconque droit international généralement bafoué par les dirigeants impérialistes occidentaux, s'est quelque peu arc-bouté quand Trump a lâché qu'il visait aussi la mainmise sur le Groenland. Pas touche à cette vaste terre arctique censée appartenir à l'Europe, pour la défense de laquelle Macron se fait le champion !

C'est que dans la jungle actuelle des rivalités impérialistes de plus en plus agressives et y compris guerrières, pour des marchés et des matières premières, Macron tente de saisir l'occasion de renforcer la France et l'Union européenne, et surtout le prétexte à durcir sa politique militariste et anti-sociale contre les classes populaires. Derrière le ridicule de ce président qui tout en gesticulant s'écrase devant Trump, il y a l'intensification de la guerre de classe, de même que les guerres qui se mènent ou menacent entre États.

Rappelons que la fin de l'année 2025 a été marquée par ces menaçants propos d'un général de Macron, qu'il allait falloir peut-être « perdre ses enfants » dans on ne sait trop quelle guerre, au nom de la défense de « l'état

de droit », de la « démocratie » ou des « droits de l'homme ». Et d'instaurer un nouveau service militaire, en aguichant les jeunes des classes populaires par un peu de pognon mais pour des guerres, à terme, et la défense d'intérêts capitalistes français - comme les États-Unis, la Chine ou la Russie défendent les leurs par la même force brutale dont les États s'arrogent le monopole.

Face au rapt de Maduro par Trump, l'extrême droite avance divisée. Le Pen pleurniche sur la souveraineté d'un État bafouée, Ciotti applaudit au coup de force de Trump et Bardella tente de ménager les deux, champion de l'union des droites ! En Italie ou en Hongrie, l'extrême droite au pouvoir a validé le coup de force américain, Orbán soulignant que c'était « bon pour les marchés de l'énergie ».

À gauche, le Parti communiste, le Parti socialiste, la FI et Mélenchon qui s'est fait le plus fortement entendre sur la question, ont dénoncé le coup de force de Trump. En écho à l'émotion et l'indignation dans le milieu populaire, au-delà des milieux syndicaux et politiques de gauche et d'extrême gauche. Mais

la gauche institutionnelle s'indigne surtout au nom de la souveraineté et du droit international, voire des prétextes valeures de la France (France impérialiste qui traîne pourtant un passé encore présent de violences et coups tordus contre les peuples). Ce qui amène le PCF ou Mélenchon à placer la discussion sur le terrain exclusif de la libération de Maduro et de sa réinstallation au pouvoir en tant que président légitime, ainsi que sur celui d'un bon vieil anti-américanisme primaire...

Dans les entreprises et les quartiers populaires, dans les lycées et les facs, il faut que les travailleurs et les jeunes, à juste titre secoués et révoltés par le rapt de Maduro, discutent de la situation nouvelle, se mobilisent et s'organisent. Nous serons à l'origine et à la rescoufle de toutes les initiatives - dont des manifestations - de dénonciation de ce nouvel acte de grand banditisme impérialiste, à peine critiqué dans les milieux de la bourgeoisie, mal critiquée par la gauche institutionnelle, et qui mérite un sursaut et une politique de classe.

MICHELLE VERDIER • 06/01/2026

Guerre d'Ukraine : le bal des vautours

Le déluge de missiles et de drones continue de s'abattre en Ukraine. Sur le front, les morts se comptent probablement par centaines chaque jour des deux côtés.

CEUX QUI PROFITENT DE LA BOUCHERIE

Par le chantage à l'aide militaire, Trump a obtenu un accord de pillage des ressources du sous-sol de l'Ukraine. Gain plus important encore, après trois ans de guerre, le découplage entre la Russie et l'Europe est presque complet, au bénéfice du gaz et du pétrole américains.

La Russie parviendra selon toute probabilité à modifier par la force des frontières sur le continent européen. Cela porte un coup dur à l'ordre impérialiste dominé par les États-Unis. Mais Trump a retourné la situation et dénoncé explicitement cet ordre mondial, en contournant, dénigrant ou quittant toutes les institutions internationales pour imposer des « deals » destinés à réaffirmer et renforcer la domination américaine. Les récalcitrants, comme l'Iran ou le Venezuela, le payent par des agressions militaires à caractère terroriste.

Ce basculement vers un nouveau mode de la domination impérialiste américaine est en lui-même une source gigantesque de profits pour le complexe militaro-industriel américain qui reste de loin le premier exportateur d'armes dans le monde.

Du côté russe, si un accord de paix était signé suivant les grandes lignes des discussions en cours, Poutine pourrait apparaître comme le vainqueur de ce qu'il a appelé l'« opération spéciale ».

D'après les chiffres officiels, l'économie russe a connu une croissance accélérée, au-delà de 4 % en

2023 et en 2024. L'économie de guerre a tiré la demande intérieure et les exportations de matières premières et d'armes n'ont pas subi de plein fouet les sanctions occidentales, car la Russie s'est tournée vers d'autres partenaires commerciaux, notamment la Chine. Mais les signes annonciateurs d'un retournement s'accumulent déjà.

Poutine est aujourd'hui complètement réhabilité malgré le mandat d'arrêt de la CPI qui le vise. De paria, il est désormais invité à prendre sa part dans le partage du butin de la reconstruction de l'Ukraine par le maître d'œuvre des opérations, l'impérialisme américain.

LES IMPÉRIALISMES RIVAUX FONT TOUS LA GUERRE AUX TRAVAILLEURS

Il serait néanmoins exagéré de prétendre que Poutine aurait atteint tous ses buts de guerre. Il n'est pas parvenu à un changement de régime à Kiev. Si les puissances européennes, dont la France, dramatisent le risque que Poutine se lance dans une nouvelle guerre, c'est pour embrigader les travailleurs derrière leur militarisme guerrier revanchard. Car dans le jeu de la concurrence impérialiste, c'est l'Union européenne qui a le plus reculé.

Victorieuses ou vaincues, les bourgeoisies présentent toujours la facture à la classe ouvrière. Le taux de chômage bat des records aux États-Unis où le coût de la vie n'a jamais été aussi élevé. Les « salaires de la peur » versés aux soldats et aux ouvriers de l'industrie militaire en Russie pâlissent face à une inflation galopante, pendant que tous les autres secteurs sont sinistrés. Quant aux Ukrainiens, ils se retrouvent face à la pire des situations de servir de population « tampon » entre des blocs impérialistes concurrents.

RAPHAËL PRESTON

• 06/01/2026

Article complet sur le site →



ALGÉRIE : LIBERTÉ POUR LYES TOUATI !

Ce militant algérien a été arrêté en décembre, placé en détention préventive, arbitrairement et pour combien de temps ? Responsable du Parti socialiste des travailleurs (PST), le camarade Lyes est militant politique et associatif de longue date dans la région de Béjaïa. Largement connu et apprécié pour son engagement auprès des travailleurs et des plus pauvres dans leurs luttes du quotidien. Là serait son « crime » aux yeux du régime de Tebboune, qui multiplie par ailleurs les arrestations pour tenter de faire taire les oppositions sociales ou politiques.



Lyes était harcelé par la police et la justice depuis des mois et condamné déjà, en octobre dernier, à six mois de prison et une forte amende, mais sans mise en détention provisoire : une sorte d'épée de Damoclès donc pour tenter de le faire taire. Le prétexte à cette première condamnation a été la diffusion d'informations « portant atteinte à la sécurité de l'État ». On ne connaît pas les motifs invoqués aujourd'hui pour son arrestation, si ce n'est une accusation, aussi floue que mensongère, de collusion avec le MAK, ce mouvement indépendantiste réactionnaire de Kabylie affichant aujourd'hui des positions pro-israéliennes, totalement à l'opposé de la cause socialiste, ouvrière et internationale défendue par Lyes et son parti.

Nous dénonçons aussi le sort qui est fait au PST lui-même : « suspendu », c'est-à-dire privé de possibilité d'activité publique légale, et privé de son local depuis janvier 2022, avec le début d'une vague répressive entamée par le régime de Tebboune, une fois éloignée la peur qu'avait suscitée pour le régime la révolte sociale du Hirak de 2019.

Pétition pour la libération immédiate du militant socialiste Lyes Touati →



La colère se généralise en Iran malgré la répression du régime

Depuis le 28 décembre, des manifestations massives ont éclaté dans les principales villes d'Iran. Initiées par les commerçants de Téhéran, une couche sociale qui est un des piliers du régime, elles ont rapidement gagné les étudiants et des pans plus importants de la population, dont les classes populaires étranglées par une inflation galopante (250 % sur le pain). Des appels à renverser le régime islamiste ont rejoint les revendications économiques – malgré une répression ayant fait déjà plus de sept morts.

CORRUPTION RAMPANTE, SANCTIONS INTERNATIONALES, DÉFAITE MILITIAIRE : LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE S'ÉRODE DE LA BASE AU SOMMET

Trois ans après le mouvement « femme, vie, liberté » et quelques mois après les bombardements israélo-américains, la police des mœurs a dû mettre en pause son harcèlement des femmes dans l'espace public. Mais en parallèle, le gouvernement a renforcé la répression politique, en ciblant les militants oppositionnels au nom de la lutte contre « les espions israéliens ».

Le gouvernement a également imposé des « congés » pour l'ensemble de la population, fermé les écoles et les universités – où il empêche parfois les étudiants de quitter leurs dortoirs. Bien que les flics ouvrent le feu, les manifestations se propagent à l'ensemble du pays et certaines ont pris d'assaut des préfectures.

LES IMPÉRIALISTES VONT-ILS INTERVENIR ?

La révolte en cours peut transformer le Moyen-Orient, et le régime comme ses adversaires en ont bien conscience. Is-

raël et les États-Unis font planer la menace d'une nouvelle intervention militaire, au prétexte de « sauver » les populations d'Iran en installant le fils de l'ancien chah d'Iran au pouvoir. Trump et Netanyahu rêvent de se débarrasser du régime iranien et une intervention militaire aurait le mérite (à leurs yeux) d'enterrer tout soulèvement populaire émancipateur sous les bombes. Mais d'un autre côté, ils craignent d'ajouter à l'instabilité.

LA NÉCESSITÉ D'UNE POLITIQUE OUVRIÈRE ET RÉVOLUTIONNAIRE INDÉPENDANTE

Les masses en lutte font donc non seulement face au risque d'une ingérence militaire, mais aussi à un renforcement des tendances monarchistes et ultra-nationalistes qui prennent plus de place dans le mouvement actuel que lors des années précédentes. Seule l'intervention du monde du travail, qui a démontré sa combativité notamment dans les raffineries, pourrait porter des perspectives politiques émancipatrices pour l'ensemble des travailleurs et peuples d'Iran.

STEFAN INO • 06/01/2026



TAXE CARBONE AUX FRONTIÈRES : LES ÉTATS EUROPÉENS AU CHEVET DE LEURS INDUSTRIELS LICENCIEURS ET POLLUEURS

Une taxe carbone est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026 aux frontières de l'Union européenne. Elle concerne les importations d'acier, d'aluminium, de ciment, d'engrais, d'hydrogène et d'électricité, pour un total d'environ 3 % des importations. Une nouvelle mesure protectionniste dans un contexte de guerre commerciale entre grandes puissances. La Chine fait partie des pays visés, puisqu'elle produit plus de la moitié de l'acier brut, de l'aluminium ou encore du ciment, avec des processus très émetteurs en CO₂. Objectif affiché : obliger les industries des pays qui exportent en Europe à s'aligner sur les réglementations européennes.

UNE MESURE ÉCOLOGIQUE OU UNE NOUVELLE PREUVE D'HYPOCRISIE ?

Cette réglementation européenne s'appuie sur le marché carbone, sur lequel chaque entreprise achète des droits à polluer sous forme de quotas carbone. Eh oui, pour les capitalistes, même le droit de polluer peut se marchander ! Avec les résultats que l'on connaît : depuis la mise en place de ce marché carbone il y a vingt ans, les rapports toujours plus alarmants du Giec se sont accumulés, et en 2025 les émissions de CO₂ ont atteint de nouveaux records.

D'ailleurs, l'ambition de l'UE d'interdire la vente de véhicules thermiques en Europe en 2035 vient d'être reportée à la demande des patrons de l'automobile. L'État français, de son côté, ne trouve pas grand-chose à redire à son industriel pollueur phare, TotalEnergies,

et a même fourni à son PDG, Patrick Pouyané, une accréditation dans la délégation française pour la COP30. Les politiques en matière économique, écologique ou encore militaire de l'Union européenne, tout comme celles des États, n'ont qu'un but au fond : assurer un maximum de profits à leurs grandes entreprises.

LES INDUSTRIELS CHOYÉS PAR L'ÉTAT, MAIS LES TRAVAILLEURS SUR LE CARREAU

Cette taxe carbone n'aura qu'un impact anecdotique sur les émissions de gaz à effet de serre, mais un impact réel sur le pouvoir d'achat en se répercutant sur les prix des produits finis. Et rien ne garantit qu'elle empêchera des suppressions d'emplois. Les réglementations environnementales

Palestine occupée : la guerre en permanence

À Gaza, malgré la prétendue « paix », la situation continue de s'aggraver pour les habitants. Depuis début janvier, le gouvernement israélien interdit à plus d'une trentaine d'organisations humanitaires – dont Médecins sans frontières, Oxfam, Care, Caritas, etc. – de rentrer dans la bande pour aider la population qui souffre de la faim, dans le froid, les fortes pluies et les vents violents de l'hiver. Les conditions d'hygiène déplorables, le manque de médecins et d'hôpitaux rendent toujours plus intenables les conditions de vie des plus de deux millions de Gazaouis, sans cesse déportés d'un bout à l'autre du territoire par l'armée israélienne. On s'attend à des milliers de morts supplémentaires qui s'ajouteront aux déjà 70 000 assassinés, aux 170 000 blessés et aux 377 000 disparus. Le génocide continue.

En Cisjordanie, la colonisation s'accélère. Le gouvernement israélien vient d'annoncer la création de 19 nouvelles colonies juives dans le territoire palestinien occupé, où les attaques de colons se poursuivent inlassablement. En 2025, elles ont causé plus d'un millier de morts, près de 10 000 blessés et d'importants dégâts matériels, notamment des destructions de maisons, de bâtiments agricoles, de puits, des saccages de récoltes, etc. Les auteurs de ces méfaits ne sont généralement pas inquiétés et souvent l'armée leur prête main-forte.

Par la colonisation, l'apartheid et le génocide, Israël poursuit implacablement la politique sioniste dite du « Grand Israël », sous l'égide des États-Unis et avec la complicité des autres États impérialistes, dont la France.

M. G. • 06/01/2026

Soutien aux militants de Palestine Action que le gouvernement « travailleur » de Starmer laisse crever en prison →



RAPHAËL MERREUX • 06/01/2026

Dossier

Janvier-février 2011,

LE PRINTEMPS ARABE

Une révolte contagieuse qui a défait des dictatures et s'est fait craindre de leurs sponsors

Il y a 15 ans, en janvier et février 2011, le « printemps arabe », comme on l'a appelé, n'a pas seulement fait tomber deux dictatures, Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Égypte ; il a secoué un peu tout le beau monde des dirigeants des puissances impérialistes, États-Unis en tête, mais aussi France et Royaume-Uni, qui voyaient disparaître leurs alliés pour tenir en main les populations pauvres de ces pays, où leurs grandes sociétés faisaient de si bonnes affaires.

Toutes se sont mobilisées pour enrayer ces révoltes qui, parties de Tunisie et d'Égypte, devenaient contagieuses dans les pays voisins. La ministre française des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, en vacances en Tunisie au déclenchement de la révolte, fermait les yeux sur les crimes du régime lors des débuts de la répression avant de suggérer d'apporter en aide à Ben Ali « le savoir faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité ». En Égypte, les États-Unis abreuvait de leurs conseils les chefs de l'armée, pendant que les troupes d'Arabie saoudite débarquaient à Bahreïn pour massacrer la révolte qui y commençait. En Syrie, où la population se soulevait contre Bachar el-As-

sad, c'est la Russie qui allait voler au secours de la dictature.

La crise économique de 2008 touchait aussi ces pays, notamment par le renchérissement du coût des produits alimentaires ; le chômage y était, lui, une constante. Misère et chômage qui ont conduit à Sidi Bouzid, en Tunisie, le jeune Mohamed Baouazizi à s'immoler, suicide qui a déclenché la révolte qui a renversé le régime.

S'il est une chose à retenir surtout du printemps arabe, même si ces pays ont connu depuis un retour de bâton et de nouvelles dictatures, c'est comment la similitude des oppressions a rapproché les peuples, comment une révolte partie de Tunis s'est propagée en quelques jours 3 000 kilomètres plus loin, sur la place Tahrir du Caire, puis dans les pays voisins. Tant la solidarité entre les exploités peut être contagieuse quand ils relèvent la tête, et faire fi de toutes les frontières.

Tunisie : la collaboration de classe a pavé la voie au retour de la dictature »



LIBYE, SYRIE : LE CHAOS PLUTÔT QUE LA RÉVOLUTION

En Libye et en Syrie, la perspective du renversement des dictatures, respectivement celles de Mouammar Kadhafi et de Bachar el-Assad, a donné lieu à une répression brutale et à des guerres civiles, prétextes aux interventions de puissances régionales et mondiales.

EN LIBYE : UNE TENTATIVE DE CHOISIR LE NOUVEAU POUVOIR

En mars 2011, les bombardements de l'OTAN en Libye ne visaient pas (seulement) à éliminer le témoin gênant des affaires libyennes du président Sarkozy, l'un des promoteurs de l'opération, mais surtout, pour les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, à éviter qu'une dictature de plus soit renversée par sa propre population, mettant en avant ses revendications sociales.

Après avoir renversé et abattu Kadhafi, la coalition plaçait au pouvoir un Conseil national de transition (CNT), présidé par Moustafa Abdel Jalil, encore ministre de la Justice de Kadhafi un mois plus tôt, composé d'officiers, chefs tribaux, universitaires et hommes d'affaires, que quelques intellectuels médiatiques avaient présenté en Occident comme suffisamment légitime pour prendre et exercer le pouvoir. Les États-Unis d'Obama avaient dégelé en sa faveur des centaines de milliards de pétrodollars bloqués depuis plusieurs années, pendant que le Qatar distribuait 200 000 kalachnikov à des pouvoirs locaux prêts à créer des milices.

La guerre menée par l'OTAN a empêché la révolte sociale et encouragé les rivalités entre milices pour savoir qui deviendrait le nouvel interlocuteur préféré des impérialistes.

Ces rivalités ont plongé le pays dans le chaos d'une nouvelle guerre de 2014 à 2020 : à l'Ouest, le gouvernement de

Tripoli était aux mains d'une coalition proche des Frères musulmans et du Qatar, représentant la « nouvelle élite », considérablement enrichie depuis 2011 ; à l'Est, le gouvernement de Tobrouk représentait l'aile plus modérée et libérale, soutenue par les États-Unis, l'Union européenne et la Russie.

Si la « communauté internationale » est parvenue à imposer un gouvernement unifié en 2020, sous la direction d'un Premier ministre « de transition », l'homme d'affaires Abdelhamid Dbeibah, ce n'était pas par compassion pour la population touchée par les violences, l'envol des prix ou l'arrêt des services publics, mais parce qu'en plus de rendre impossible l'exploitation des hydrocarbures, la guerre civile favorisait la circulation des armes et des groupes armés au Sahara et au Sahel. Le pays n'en est pas moins toujours en proie aux milices armées et aux conflits entre les deux clans.

En Syrie [...] les classes populaires ont rapidement été dépossédées de leur révolte.

SYRIE : UN SOULÈVEMENT DÉPOSSÉDÉ

En Syrie, le soulèvement de 2011 s'est structuré en comités locaux et même en coordination, mais sans moyens matériels, programme et stratégie définis. La réponse du régime a été l'emprisonnement de militants démocrates et la libération de salafistes qu'il avait lui-même emprisonnés quelques années plus tôt, afin de pousser à une guerre civile confession-

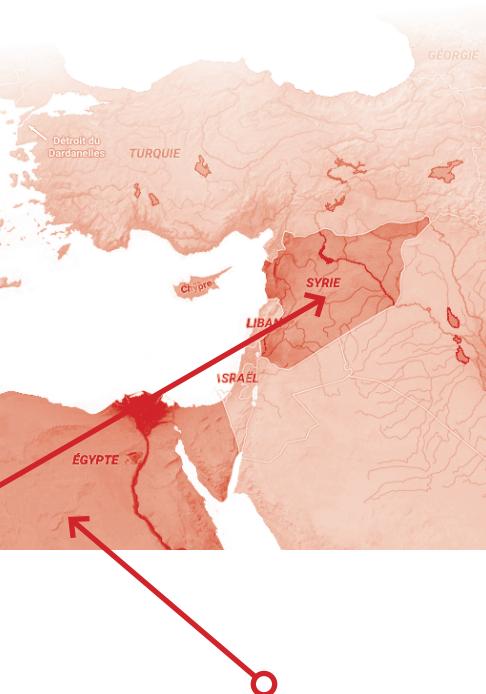
nelle, alimentée par des groupes « djihadistes » liés au Qatar, aux Émirats arabes unis ou à la Turquie.

Comme en Libye, les forces libérales démocratiques bourgeois, en grande partie en exil, se sont organisées en conseil de transition et ont lancé un appel à l'OTAN. Ce qui était impossible sans entrer dans une confrontation directe avec la Russie, alliée indéfectible d'Assad.

Les classes populaires ont rapidement été dépossédées de leur révolte, écrasée par le régime ou les milices liées à la Russie, à l'Iran et au Hezbollah libanais, confisquée par les groupes armés, dont Al-Qaïda et Daech. Et lorsque les bombardements de la coalition internationale ont pu faire fuir ces derniers, c'était le plus souvent pour qu'Assad reprenne le contrôle.

Sa chute éclair en décembre 2024 a été une surprise, et en partie l'œuvre de la Turquie, qui tient à contrôler le nord du pays pour neutraliser l'influence des Kurdes de Syrie, alors que la Russie, embourbée en Ukraine, réduisait son soutien et que le Hezbollah, affaibli par les attaques israéliennes au Liban, se retirait. Le nouveau président Ahmed al-Charaa, ancien d'Al-Qaïda, a été adoubé par toutes les grandes puissances. De diable terroriste, il est soudain devenu allié respectable et a obtenu une première levée des sanctions financières, dans l'espoir qu'il réussisse à imposer sa dictature au peuple syrien qui a déjà tant souffert.

Entre la chute de Ben Ali le 14 janvier 2011 et la consolidation actuelle du pouvoir autoritaire et raciste de Kaïs Sayed, de nombreux gouvernements se sont succédé, d'abord tenus de réagir face à une poussée révolutionnaire qui refusait obstinément de s'en tenir à un replâtrage du régime. Puis, après que le mouvement est retombé, les gouvernements ont été de plus en plus réactionnaires. Les partis de gauche et les syndicats ont pesé de tout leur poids pour encourager les illusions institutionnelles comme l'assemblée constituante. Cette collaboration de classe a enchaîné les travailleurs derrière la bourgeoisie.



2011 : UNE EXPLOSION SOCIALE QUI A SURPRIS ET DÉBORDÉ LE RÉGIME ET SES OPPOSANTS, MAIS QUI VIENT DE LOIN

Le suicide de Mohamed Bouazizi, jeune travailleur de « l'économie informelle » harcelé par la police du régime, a mis le feu aux poudres. Dès la fin du mois de décembre 2010, les manifestations avaient gagné l'ensemble du pays, non seulement la capitale mais aussi les régions les plus pauvres, bravant une répression sanglante qui a été jusqu'à des tirs de snipers. Début janvier, deux jours de grève générale appelée par la centrale syndicale UGTT ont été si largement suivis que le régime exfiltrait Ben Ali, sorti par la petite porte après 23 ans de règne sans partage.

La répression permanente qui caractérisait le régime policier de Ben Ali, qui servait surtout les intérêts financiers de son clan familial ainsi que ceux d'une fine couche d'affairistes compradores, a toujours rencontré des oppositions. Elles venaient d'organisations démocrates représentant des couches petites-bourgeoises qui aspiraient à plus de libertés démocratiques, notamment par la Ligue tunisienne des droits de l'homme ou l'Association tunisienne des femmes démocrates (interdite cette année par le nouveau régime, geste emblématique s'il en est). Mais elles venaient aussi de syndicats ouvriers, parfois indépendants quoique le plus souvent affiliés à l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), malgré une direction bureaucratique tout autant intégrée à l'appareil d'État que la CGT ou la CFDT en France.

En 2008, une explosion sociale dans la région minière de Gafsa avait préfiguré la révolution. La jeunesse travailleuse s'était soulevée par des grèves dans les secteurs public et informel et par des sit-ins et campements de chômeurs devant la direction de la compagnie des phosphates, pour protester contre le clientélisme et exiger des emplois pour tous. C'est bien la classe ouvrière qui a le plus œuvré au renversement de la dictature.

Loin d'être le terme de la contestation, la chute de Ben Ali a ouvert une période intense d'activité ouvrière.

UNE ÉBULLITION SOCIALE CANALISÉE PAR LA COLLABORATION DE CLASSE

Loin d'être le terme de la contestation, la chute de Ben Ali a ouvert une période intense d'activité ouvrière, avec des grèves sectorielles, y compris dans le privé, et une vague de syndicalisation à l'UGTT (en dépit des bureaucrates qui voyaient d'un mauvais œil ces travailleurs « illétrés et islamistes »). Cette activité foisonnante se concentrerait régulièrement en protestations nationales à caractère directement politique, organisées par des jeunes chômeurs sous le mot d'ordre de l'emploi et de la démocratie : il fallait « dégager tous les petits Ben Ali » et « ne pas se faire voler la révolution ». Du côté de la bourgeoisie petite et grande, il s'agissait au contraire d'en finir au plus vite avec l'agitation. « Retour au calme ! », « Au travail pour redresser le pays ! » étaient les mots d'ordre de ceux qui se prétendaient « révolutionnaires », y compris les anciens ministres de Ben Ali. La gauche syndicale ou politique (nassériste, stalinienne, maoïste, dont Hamma Hammami, figure de la lutte ouvrière contre la dictature qui a passé des années en prison), s'est regroupée dans un « front populaire » qui a appuyé la « transition démocratique ». Le « quartet du dialogue national », qui regroupait le grand patronat, l'UGTT et organisations petites-bourgeoises démocrates, a œuvré pour un retour à l'ordre qui n'a bénéficié qu'aux plus riches. Une fois les aspirations ouvrières étouffées, la bourgeoisie « démocrate » ne faisait plus le poids face au grand patronat autoritaire incarné aujourd'hui par le régime de Sayed.

RAPHAËL PRESTON • 06/01/2026

Égypte : le sabre et le minaret pour étouffer la révolution

En 2024 et 2025, malgré la chape de plomb que l'armée a de nouveau imposée sur toute contestation, les mouvements de grève sont réapparus en Égypte. Des grèves spontanées, les syndicats indépendants qui avaient pu se créer dans les années qui avaient précédé le printemps arabe ou pendant, ayant été interdits, les militants pourchassés. Des grèves qui éclatent dans l'industrie textile ou chimique, les sucreries, les services publics... face à la hausse des prix, aux salaires amputés ou en retard. Des grèves souvent courtes, à cause des menaces de répression et des arrestations, mais qui imposent des concessions. Surtout quand elles touchent des secteurs primordiaux, comme la grève des 15 000 travailleurs de l'une des compagnies qui assurent le trafic du canal de Suez, qui a éclaté le 29 octobre dernier à Port-Saïd, ou les manifestations, 15 jours plus tard, des travailleurs de la compagnie des eaux qui alimente Le Caire. On est bien loin de ce qu'ont pu être les grèves massives des dernières années du régime de Moubarak et de l'année 2011 qui, dans la foulée des manifestations de la place Tahrir, ont précipité sa chute. Mais malgré une répression du régime dictatorial du maréchal Sissi, la classe ouvrière se manifeste à nouveau. Un avertissement pour les possédants en Égypte et dans ce monde arabe où les révoltes savent être contagieuses.

OUVRIÈRES DU TEXTILE, TRAVAILLEURS DU CANAL DE SUEZ, FERS DE LANCE DE LA CHUTE DE MOUBARAK

La révolte qui a mis fin au régime de Moubarak a éclaté le 25 janvier 2011 par une première manifestation place Tahrir, dans la foulée du renversement de Ben Ali en Tunisie. Mais le feu couvait déjà, avec les grandes grèves de l'industrie textile des années 2006-2008 notamment. C'est un « mouvement du 6 avril », lancé pour soutenir la lutte des ouvriers du textile de Mahalla, qui avait appelé au rassemblement, suivi par une occupation permanente de cette grande place centrale du Caire, malgré les tirs de la police, puis les hommes de main armés de bâtons ou de sabres, envoyés sur la place par le régime, pour tenter d'en chasser les manifestants. C'est l'explosion des grèves qui a eu la peau du régime : les 8 et 9 février, 6 000 ouvriers du canal de Suez cessaient le travail, occupant les arsenaux, suivis par les 24 000 travailleurs du textile de Mahalla et bien d'autres secteurs. Le 11 février, Moubarak démissionnait, transmettant le pouvoir au chef de l'armée, le maréchal Tantaoui.

DE LA DICTATURE DES ISLAMISTES AU RETOUR DE CELLE, DIRECTE, DE L'ARMÉE

Les grèves se sont poursuivies en 2011-2012. Mais sur le terrain politique, les promesses d'une nouvelle Constitution et de nouvelles élections étaient là pour noyer la contestation. La « démocratisation » promise s'est limitée à une loi d'autori-

sation des grèves et des manifestations, à condition de ne pas gêner la production. Quant à l'élection, fin 2011, c'est le parti des Frères musulmans qui en a bénéficié, remportant 44 % des sièges (et un second parti islamiste 22 %). En mai 2012, son chef de file, Mohamed Morsi, était élu président. Ayant, par le contrôle des mosquées et de leurs œuvres sociales, une certaine aura dans les couches pauvres, et par leurs affaires et leurs « banques islamistes » une bonne assise, les Frères musulmans s'étaient gardés, bien qu'officiellement opposés à Moubarak, de participer aux rassemblements de la place Tahrir. Portés au pouvoir, leur collaboration avec l'armée, bénie par Washington qui voyait en eux un paravent protégeant l'armée des contestations, a permis d'assurer une transition. Ils s'y sont très vite déconsidérés en réprimant manifestations et mouvements de grève.

C'est au nom de la démocratie qu'à l'été 2013 le nouveau chef de l'armée, le maréchal Sissi, a commis son coup d'État. L'armée prétendait avoir été appelée par une pétition, dite Tamrod (rébellion), demandant le départ de Morsi, qui aurait recueilli 20 millions de signatures (un habitant sur trois si on ne compte pas les moins de 15 ans !), dont l'impression avait été financée par un grand patron du BTP. Le 30 juin, des manifestations étaient appelées dans tout le pays. Leur affluence montre à quel point le pouvoir des islamistes avait réussi à se faire haïr. Le 3 juillet, Sissi renversait Morsi pour s'arroger tous les pouvoirs. Même un syndicaliste comme le secrétaire de la fédération des syndicats indépendants, Efitu, fondée en janvier 2011, le cautionnait en acceptant un poste de ministre du Travail. « Ne soyez pas dupés en remplaçant une dictature religieuse par une dictature militaire », lançait dans un appel la militante Fatma Ramadan, l'une responsable de cette même fédération syndicale indépendante. Les travailleurs égyptiens ont bien des raisons de s'en souvenir.

OLIVIER BELIN • 06/01/2026

ACCIDENTS DU TRAVAIL : NOUS NE VOULONS PLUS COMPTER NOS MORTS !

Le 24 décembre dernier, Noël, et un article du *Parisien* : « La cabine d'un ascenseur se décroche sur un chantier, un ouvrier entre la vie et la mort ». Quelques lignes dans un journal, puis plus rien. L'ouvrier emmené à l'hôpital, en arrêt cardio-respiratoire, a-t-il perdu la vie ? Quelles sont les causes du décrochage de l'ascenseur ? Quid de ses collègues et proches ? La brève reste sans suite, un de ces « faits divers » éphémères.

Grosso modo 1 000 morts au travail par an en France. Chiffre approximatif, parce que la Sécurité sociale ne couvre pas l'ensemble des professions, et parce que n'existent pas dans les chiffres les ouvriers qui n'ont pas de papiers ou pas les bons ! Sur le compte X, « Accident du travail : silence, des ouvriers meurent », tenu par Matthieu Lépine, un prof d'histoire-géo qui a sérieusement enquêté sur les accidents du travail et a dénoncé « *L'hécatombe invisible*¹ », on découvre des prénoms, des visages et des âges.

1. Matthieu Lépine, *L'hécatombe invisible, enquête sur les morts au travail*, éditions du Seuil, 2023.

Des noms de cordiers ensevelis dans des silos, d'ouvriers du BTP morts pour être tombés d'un toit, d'ouvriers agricoles écrasés sous d'énormes machines, mais aussi de caissières ou ouvrières de la logistique épisées par des gestes répétitifs ou des maladies professionnelles ; des employés de bureau et ingénieurs soumis aux burn-outs et profondes dépressions. Sans oublier les accidents de trajet, quand on est pressé par des horaires serrés.

C'est le résultat d'une politique toute dévouée aux profits du patronat. Depuis la loi Travail de 2016 sous François Hollande, pour ne pas remonter plus loin, toutes les réformes du droit du travail comme des retraites, dont la mise en place des CSE et la disparition des CHSCT, ont été des chèques en blanc donnés aux patrons. Pour ne pas dire des permis de tuer, à feu lent ou tout d'un coup !

En matière de sécurité, les directions d'entreprise soignent leur com' plus qu'une vraie protection. Une formation à la sécurité proposée tous les 36 du mois à la sécurité, ou encore les fameux équipements de protection individuelle

(EPI), où les recommandations de la médecine du travail ne peuvent jamais être tenues... C'est aussi l'hypocrisie des plus grandes entreprises, donneuses d'ordres qui s'appuient sur des chaînes de sous-traitants, sur l'intérim ou même sur l'*« auto entreprenariat »* (c'est la start-up nation de Macron !) qui diluent toutes les responsabilités. Les dés sont pipés. Le patronat a toujours à sa botte une armada de juristes...

Mais nous, les travailleurs et travailleuses, avons aussi notre force de frappe. Des collectifs, des capacités d'organisation et des moyens de répondre. C'est sur nos lieux de travail, et plus largement, que le combat doit se mener. Le risque zéro est un objectif de lutte, qu'on n'arrachera certainement qu'avec la fin du capitalisme. Mais c'est l'objectif. Pour nos vies et contre leurs profits ! Perdre sa santé et sa vie à la gagner n'est pas une fatalité.

SELMA LABIB • 06/01/2026

Explosion à Elkem : quand les patrons de la chimie tuent !

Lundi 22 décembre, une explosion a eu lieu dans un laboratoire de l'usine Elkem de Saint-Fons (Rhône), classée Seveso seuil haut. Sur les quatre travailleurs touchés par la déflagration, deux sont morts très rapidement et une ouvrière est toujours en coma profond. L'explosion, dont les raisons restent encore indéterminées, aurait été causée par une émanation de dihydrogène, résultant d'un contact accidentel entre de l'eau et une huile (SIH), composé chimique à base de silicium. La société norvégienne Elkem Silicones, géant mondial du secteur, n'en est pas à sa première : elle avait été condamnée à 50 000 euros d'amende pour la mort d'un homme de 25 ans, employé par un sous-traitant, qui avait péri en 2016 dans un incendie suivi d'une explosion causée par un produit très inflammable échappé d'un fût sur ce même site.

L'usine, qui emploie près de 500 salariés, était depuis de nombreuses années dans le viseur de l'inspection du travail pour de nombreux manquements en matière de sécurité concernant les risques chimiques et incendies à référencer sur le site. Les différentes enquêtes et contrôles diligentés par les services de l'État (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités, DDETS) avaient mis en évidence le manque de transparence de l'entreprise concernant les produits CMR (cancérogène, mutagène et reprotoxique) présents sur le site : leur nature, leur quantité, leurs conditions de stockage, autant d'informations nécessaires à la mise en place de mesures de protection pour les travailleurs exposés. De nombreuses questions restent aujourd'hui en suspens concernant la formation et l'habilitation des salariés à travailler dans une atmosphère explosive (risque « Atex »). Les services de l'État en charge du suivi des installations classées (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Dreal), de leur côté, avaient alerté sur de nombreux manquements concernant le risque incendie et sur les mesures censées éviter toute pollution majeure de l'environnement. En début d'année, le site avait d'ailleurs connu une fuite de produit corrosif et inflammable de quelques litres, sans conséquence.

Alors, quelles sont les causes de l'explosion du 22 décembre ? Une défaillance technique, une erreur humaine, un défaut dans les équipements de

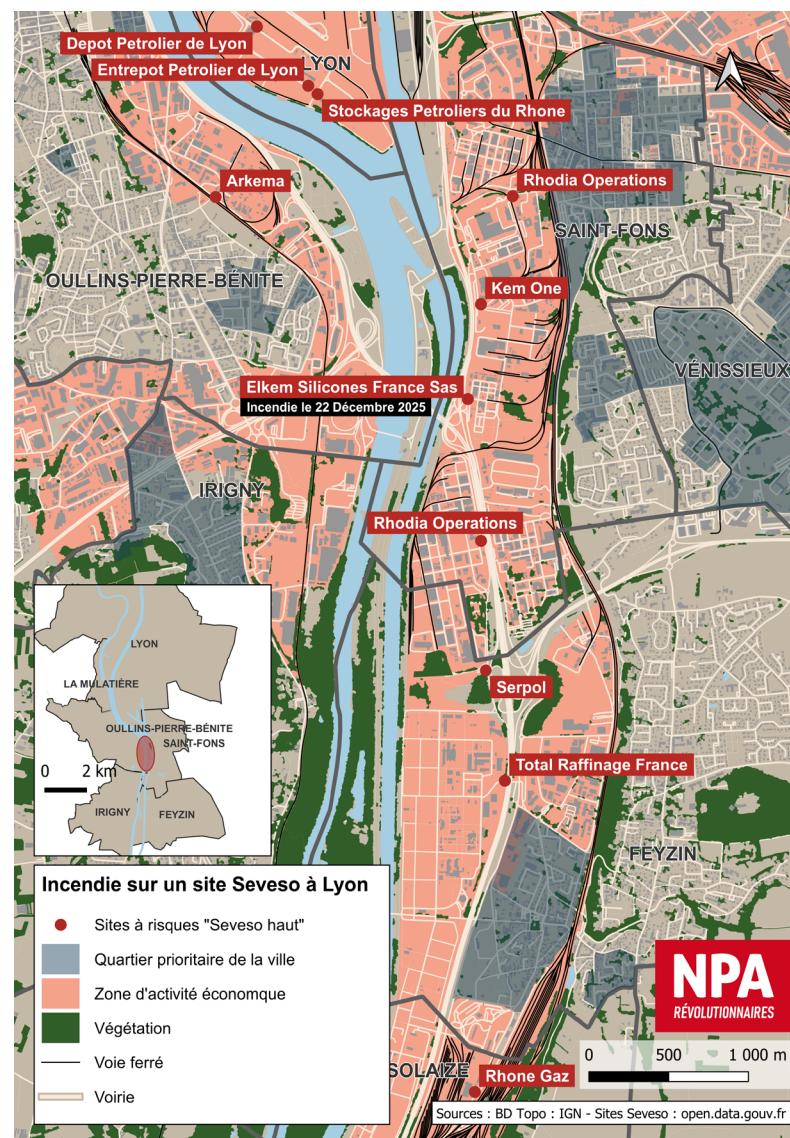
secours ? Nombreuses sont les questions auxquelles les différentes enquêtes devront répondre. Mais une chose est sûre, la responsabilité de cet accident - comme ce fut le cas pour AZF ou Lubrizol, pour ne citer qu'eux - incombe entièrement à la direction et à la logique capitaliste de rentabilité à tout prix à laquelle elle obéit : pour produire davantage à moindre coût,

les patrons rognent sur la sécurité, réduisent les embauches, augmentent les cadences, dégradent les conditions de travail qui deviennent épouvantables et qui poussent le travailleur à shunter les règles de sécurité, précarisent l'emploi, en privilégiant l'embauche d'intérimaires et en utilisant des sous-traitants, peu formés et mettant ainsi en danger eux-mêmes et les autres. Une responsabilité partagée par l'État : à quoi bon faire des constats, si aucune mesure n'est prise ensuite ? Si les patrons peuvent continuer à décider comme ils l'entendent des conditions de production, quitte à mettre en danger les travailleurs, mais aussi le voisinage et l'environnement ? Dans ce même couloir de la chimie lyonnaise, l'usine Arkema de Pierre-Bénite est accusée de diffusion de PFas, des polluants éternels, après qu'une augmentation du nombre de cancers dans la commune a été décelée...

En France, rien que pour l'année 2025, plus de 1 200 travailleurs sont morts d'accidents de travail, de maladies professionnelles et d'accidents de trajet. Autrement dit, un millier de salariés quittent leur maison pour aller au travail et n'en reviennent pas. Et nous ne comptabilisons pas le nombre de travailleurs abimés de façon plus ou moins irréversible par des conditions de travail inacceptables, quand ils ne meurent pas après leur départ à la retraite de maladies liées aux produits qu'ils ont manipulés pendant de nombreuses années, mais dont l'utilisation n'est pas référencée comme provoquant des maladies professionnelles.

Toutes les industries sont dangereuses, tout particulièrement dans la chimie, encore plus dans les usines classées Seveso comme l'usine de Saint-Fons. Les travailleurs connaissent les outils de production et devraient pouvoir, en s'entourant de tous les spécialistes nécessaires, et en augmentant en permanence le niveau de compétence de tous, imposer les règles de prévention et de sécurité nécessaires. Parce que nos vies valent plus que leurs profits, ne leur laissons pas décider pour nous de la façon dont nous devons travailler, et ce sera avec l'ensemble des habitants de ces zones industrielles que de nouvelles façons de produire devront être imposées, dans le respect des salariés mais également de l'environnement et des populations avoisinantes.

RÉGINE TOURNIER • 06/01/2026



KEM ONE SAINT-FONS

Contre les attaques patronales en cours, et à venir, la grève !



Jeudi 18 décembre, dès 6 heures, les travailleurs de l'entreprise Kem One s'installent sur leur piquet de grève. Ils allument deux grands feux de palettes, visibles depuis le périphérique, où les nombreux travailleurs qui passent donnent du klaxon en soutien. Dans cette entreprise du couloir de la chimie lyonnaise, les grévistes dénoncent leurs conditions de travail et leurs craintes pour l'avenir du site. Apollo, un fonds d'investissement américain, a racheté la boîte. Depuis, l'état de l'usine se détériore de jour en jour. Un atelier PVC a même été fermé temporairement, tant il n'était plus possible de le faire tourner en l'état. Non pas que le patron bien français qui a vendu à Apollo valait mieux : c'est sous son règne, en 2017, qu'avait été révélé le caractère cancérogène des rejets de l'usine dans l'atmosphère. La logique d'Apollo est simple : d'un côté, encaisser les profits, et de l'autre laisser mourir l'usine à petit feu. D'ailleurs, les salariés qui partent à la retraite ne sont plus

remplacés et les CDD ne sont pas embauchés. Une façon de préparer la fermeture de toute l'usine ? En faisant grève, les travailleurs de Kem One montrent qu'ils ne sont pas dupes des manœuvres de leur patron. Reste maintenant à ne pas s'isoler, pour ne pas se démoraliser. Juste à côté de Kem One, il y a l'usine Symbio. Cette entreprise flambant neuve vient d'annoncer un plan de licenciements de 358 salariés, suite au retrait de Stellantis du capital... après avoir été arrosée d'argent public ! Comme quoi, les méthodes des patrons américains ne sont pas différentes de celles du patronat tricolore. Alors, c'est bien parmi l'ensemble des travailleurs de la région, qui tous seront attaqués à plus ou moins long terme, que ceux de Kem One pourraient trouver de la force !

STANISLAS ERREN • 06/01/2026

Teisseire : deux mois de grève contre 205 licenciements

Les salariés de Teisseire à Crolles (Isère) sont en grève depuis le 9 octobre 2025 contre l'annonce de la suppression de 205 emplois, officialisée lors d'un CSE extraordinaire le 16 octobre. Une décision prise par le groupe Carlsberg, qui affiche plus de 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires et plus de 1,5 milliard d'euros de profits. Refusant de se laisser sacrifier, les salariés de Teisseire se sont immédiatement mis en grève et ont installé un piquet de grève devant l'usine. Ils se battent depuis plus de deux mois pour la sauvegarde de leurs emplois.

UNE MOBILISATION CONTRE LE PSE

La direction affirme que les licenciements seraient dus aux difficultés économiques du site. Pourtant, de l'argent, il y en a, et 144 millions d'euros ont disparu de la trésorerie après le rachat par le groupe Carlsberg.

Le 23 décembre, le transfert de la production vers Le Havre a été suspendu par le tribunal judiciaire de Grenoble. Ces choix donnent de bonnes raisons aux salariés de n'avoir aucune confiance dans la direction et de revendiquer le contrôle de la comptabilité de l'entreprise, afin de vérifier où vont les bénéfices qu'ils produisent.

Mais pour y parvenir, les tribunaux ne sont pas les meilleurs alliés des salariés. Le procès en cours contre Auchan a montré comment les familles propriétaires de grands groupes, comme la famille Mulliez, peuvent organiser l'opacité comptable, en jouant sur des aspects juridiques et financiers pour faire passer des licenciements alors qu'ils générèrent des milliards de bénéfices. Si ces procédures permettent par



fois de freiner temporairement un PSE, elles ne remettent pas en cause le pouvoir qu'ont les patrons de licencier comme bon leur semble. À Teisseire, la direction a organisé depuis des années le transfert de la production vers Slaur-Sardet, au Havre. C'est une filiale du groupe La Martiniquaise. Jean-Pierre et Édith Cayard, qui en détiennent 82,5 %, figurent parmi les

STELLANTIS MULHOUSE RÉDUIT LA VOILURE



Même si tout le monde s'y attendait, c'est juste avant les congés de fin d'année que la direction du site a annoncé que la production de véhicules allait encore une fois baisser, pour passer de plus de 600 véhicules par jour à 400 à partir du 19 janvier. On passera d'une tournée complète et une tournée en demi-cadence, à deux tournées en demi-cadence, ce qui ne signifie pas qu'un travailleur sur chaîne travaillera deux fois moins, mais qu'il effectuera le travail de deux postes !

La conséquence principale, c'est l'arrêt de plus de 400 contrats intérimaires directement sur le site, avec des répercussions sur l'emploi chez les équipementiers et sous-traitants.

Cette situation, faute de lancement d'un nouveau véhicule, est amenée à durer. Jamais le site de Mulhouse n'avait connu un niveau d'emploi et d'activité aussi bas. De nombreux salariés s'inquiètent et se demandent si Stellantis n'est pas en train de programmer la fin pure et simple du site. De près de 14 000 salariés au début des années 2000, les effectifs en CDI sont aujourd'hui tombés sous la barre des 3 700 embauchés et 400 intérimaires. Avant même ces annonces, la direction travaillait déjà à la suppression de plus de dizaines de postes dans les secteurs du montage. L'arrêt programmé de la DS7 au courant de l'année 2026 va encore une fois avoir des conséquences sur l'emploi des intérimaires du site dans les mois qui viennent.

Stellantis gère ses petites affaires pour continuer à engranger des records de profits, même si les ventes du secteur de l'automobile ralentissent. Et nous, nous subissons leurs choix stratégiques. Pour eux, nos vies, ça ne compte pas une seconde. Alors, plus que jamais, notre boussole, c'est : « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons ! »

CORRESPONDANT • 06/01/2026

plus grandes fortunes de France, avec une richesse estimée à environ 2 milliards d'euros. Comme quoi, dans ce « pillage » que représentent les fermetures d'usines et les délocalisations, les patrons français sont loin d'être perdants.

INTERDIRE LES LICENCIEMENTS PAR LA GRÈVE

Pour interdire les licenciements et vraiment contrôler l'activité de ces groupes, les salariés ne peuvent pas compter sur l'État, tout entier au service des patrons, quelle que soit la couleur politique de ses dirigeants. Ils ne peuvent compter que sur leur propre force. La grève, avec l'implication de tous, et le contrôle direct de ce qui a été vendu, acheté ou produit, sont des armes bien plus efficaces. Pour imposer cette transparence, et même reprendre le contrôle de la production, les salariés trouveront des alliés chez les salariés d'autres boîtes qui licencient à tour de bras : Slaur, ST, Soitec, Poissy, etc. Les grévistes de Teisseire ne sont pas seuls. Se mettre en lien, se coordonner permettrait d'élèver le rapport de force pour tous. Il faut que les salariés prennent conscience de leur force collective.

CORRESPONDANT • 06/01/2026

LYON : 250 MINEURS ISOLÉS, TOUJOURS SANS SOLUTION DE LOGEMENT

Depuis presque un an, 250 jeunes mineurs isolés dorment à la rue, dernièrement dans le campement situé dans le jardin des Chartreux, sur les pentes de la Croix-Rousse, y compris avec les températures glaciales de ces derniers jours qui ont déjà causé plusieurs décès de sans-abris en France. Mercredi 31 décembre, la préfecture du Rhône, la ville et la métropole de Lyon ont finalement réquisitionné le gymnase de Chanfray, à proximité de la gare de Perrache, pour les accueillir, quelques jours seulement. Une alternative bien tardive pour ces jeunes en attente de leur recours de minorité auprès du juge, procédure qui leur permettra d'être pris en charge. Jusqu'à présent, lorsqu'ils faisaient appel au 115, ils se voyaient refuser toute aide... en raison de leur minorité ! Une réponse bien hypocrite pour ces jeunes, accompagnés par le collectif Migrants Croix-Rousse, qui sont justement en attente que les institutions reconnaissent leur statut de mineur isolé... D'après le collectif, beaucoup ne dorment finalement pas dans ce gymnase, faute de moyen de transport pour rejoindre ce lieu où la température est à peine supérieure à celle de l'extérieur. La préfecture, mais aussi la métropole et la ville de Lyon dirigées par la gauche, n'ont eu de cesse de renforcer la répression dans les lieux de refuge pour les migrants et sans-abris ces dernières années, le dernier en date étant l'expulsion du camp de Jean-Macé, dans le septième arrondissement, l'été dernier.

Alors que des milliers de logements sont vides au sein de la métropole, les élus préfèrent laisser des personnes à la rue plutôt que de réquisitionner...

Les solutions d'urgence ont été obtenues par l'organisation collective et la lutte. Il faudra continuer dans cette voie pour obtenir des relogements durables, notamment par la réquisition des logements vides et la régularisation de toutes les personnes sans papiers !

CORRESPONDANTS • 06/01/2026

La casse de la protection de l'enfance n'est pas un fait divers



La diffusion d'une vidéo choquante montrant la tonte d'un enfant dans un foyer de l'aide sociale à l'enfance a suscité l'indignation. Non, quel que soit son statut ou sa fonction, on ne rase pas un enfant contre son gré.

Cette affaire ne doit pas masquer une réalité plus large : la maltraitance des enfants est un fléau systémique. Selon le rapport 2023 de l'Observatoire national de la protection de l'enfance, 51 000 plaintes ont été déposées pour des faits de maltraitance sur mineurs et 60 enfants sont morts de violences familiales. La Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Civise) estime quant à elle à 160 000 le nombre d'enfants victimes de violences sexuelles et d'inceste. Pendant que les projecteurs se braquent sur un acte individuel, des pans entiers de la protection de l'enfance s'effondrent dans le silence. Des structures sont menacées de fermeture, comme Don Bosco dans le Finistère, Les Matins bleus dans le Vaucluse ou la Sauvegarde de l'enfance dans le Tarn-et-Garonne, où 270 salariés craignent leur licenciement.

Pourtant, en 2024, 3 350 mesures de placement n'ont pas été exécutées : des enfants identifiés comme étant en

Froid ou pas, les jeunes mineurs étrangers toujours en lutte

Samedi 3 janvier, par zéro degré, le Collectif des mineurs isolés en lutte a organisé un rassemblement devant l'hôtel de ville de Paris pour dénoncer la mairie, la préfecture et l'État.

Ces institutions leur font la guerre : depuis deux ans, les mineurs non accompagnés sont laissés à la rue ! Alors, ils se sont organisés en collectif, aidés par des associations et des syndicats, tout d'abord autour du parc de Belleville, puis ils ont occupé la Maison des métallos et la Gaité-Lyrique, entre autres, pour se faire entendre. Ils organisent régulièrement des manifestations les samedis en direction de l'hôtel de ville. Ils n'ont de cesse de se battre et de réclamer la protection pourtant promise par la loi française à tout mineur : le droit au logement, à l'éducation et la santé.

Ils en sont empêchés par les contrôles incessants des forces de police, l'absence de prise en charge de leurs moyens de transport pour se rendre sur leurs lieux d'études. Et la menace de l'obligation de quitter le territoire français (OQTF), véritable condamnation menant à l'enfermement et à l'expulsion. Dernièrement, l'un d'eux est mort en tentant de rejoindre le Royaume-Uni après avoir reçu une OQTF. L'annonce du plan grand froid n'a rien changé, alors ils ont relancé leur mobilisation pour crier leur détermination, et pointer la honte sur les pouvoirs en place. La France a les moyens et ne respecte pas les droits humains élémentaires des plus démunis. La température est quasi insoutenable ces jours-ci, la neige tombe et ils sont toujours plusieurs centaines sous de simples tentes, sans moyens pour se laver, sans accès à de simples consultations médicales. Le gouvernement s'apprête à remettre à la rue les hébergés dès la fin du plan grand froid, le collectif appelle



de nouveau à manifester mercredi 7 janvier devant la préfecture de Paris (métro Balard). Qu'attendent les politiques qui n'offrent aucune solution, qui n'appliquent pas la loi de réquisition des logements vides ? Un nouveau mort dans la rue ?

Ils sont bourgeois, ils sont racistes et les militants qui se battent pour leurs droits ont appris qu'il n'y a rien à attendre. Mais les jeunes s'organisent et mènent les actions collectives, font en sorte d'être plus nombreux. Ils y sont déterminés, et c'est aux travailleurs et aux travailleuses, quelle que soit leur nationalité, d'arracher à leurs côtés des logements pour tous !

CORRESPONDANT • 06/01/2026

danger, mais laissés sans solution faute de moyens et de personnel. S'ajoutent les enfants totalement exclus du système de protection, notamment les mineurs étrangers isolés, souvent livrés à la rue, traqués et brutalisés par la police (voir les articles ci-contre). Sur le terrain, les alertes sont constantes : sous-effectifs chroniques, conditions d'accueil dégradées, épuisement professionnel, turnover massif, recours à du personnel non formé.

Trois jours de grève nationale du secteur social ont mobilisé de nombreux travailleurs les 16, 17 et 18 décembre dans plusieurs villes de France, pour dénoncer ensemble les politiques d'austérité qui détruisent les services sociaux, pendant que les budgets militaires explosent.

Ce système ne protégera jamais les enfants, surtout pas ceux de la classe ouvrière. Renversons-le.

FLORA MORAND • 06/01/2026

Première victoire contre la chasse aux calots à l'hôpital : la justice suspend la révocation d'une infirmière

Le juge administratif de Paris vient de suspendre en référé la révocation de Majdouline B., renvoyée pour port d'un calot. L'AP-HP devra la réintégrer à l'hôpital dans un délai d'un mois. C'est un premier coup d'arrêt à l'arbitraire, verdict final avec le jugement au fond dans quelques mois. Mais c'est une victoire pour Majdouline, et aussi toutes les collègues qui subissent la chasse misogyne et raciste à l'hôpital public, menée sous couvert de « laïcité ». Cette décision le dit clairement : le prétendu motif d'hygiène est discutable, et en tout état de cause la sanction est disproportionnée. Non, tous les coups ne sont pas permis. Et non, on n'est pas condamnés à avaler les violences, la division entre collègues et des conditions de travail indignes. Un cas loin d'être isolé et qui a réveillé une colère profonde.

RIEN À VOIR AVEC LA LAÏCITÉ, TOUT AVEC L'ARBITRAIRE PATRONAL

Depuis le début de cette affaire, la parole se libère et l'on recense des dizaines d'hôpitaux dans lesquels les directions se livrent à une véritable chasse aux couvre-chefs : bonnets, bandeaux, calots et charlottes qui n'ont pourtant rien de signes religieux ostentatoires, encore moins prosélytes. Alors pourquoi s'en prendre à ces collègues en particulier ? La consonance d'un nom, la couleur de peau ? Les directions hospitalières ciblent des collègues en fonction de critères racistes, présumant qu'elles sont de confession musulmane, pour mieux les sanctionner. C'est la porte ouverte à un arbitraire patronal total : ici les cadres hurlent sur des collègues en plein service pour qu'elles retirent un calot, là on leur suggère de porter des perruques à la place, on édicte une règle de « cinq centimètres maximum » pour les bandeaux, ailleurs on ne renouvelle pas les collègues en CDD pour ce motif... Et on brandit des « chartes de la laïcité » ou des règlements intérieurs fantaisistes interdisant tel ou tel couvre-chef, au gré des humeurs. Pourtant, la direction de l'AP-HP l'a reconnu elle-même dans un CSE en 2019 : « Il est impossible d'établir une mesure d'interdiction générale [des couvre-chefs] à l'échelle de l'AP-HP. » - d'où le fait qu'elle se rabatte, dans le cas de Majdouline B., sur

le prétexte du manquement aux règles d'hygiène. Grotesque s'agissant d'un calot, dont c'est précisément la fonction.

Les directions hospitalières ciblent des collègues en fonction de critères racistes, présumant qu'elles sont de confession musulmane, pour mieux les sanctionner.

UNE VAGUE DE SOUTIEN QUI EN DIT LONG

Le soutien immédiat et massif exprimé par des soignantes sur les réseaux sociaux traduit une colère profonde qui s'exprime contre cette stigmatisation, à l'hôpital ou ailleurs, des travailleurs de confession musulmane, ou assignés comme tels, par ailleurs parmi les plus exploités. C'est l'un des effets des campagnes xénophobes qui saturent l'espace médiatique et dont bien des politiques font leur fonds de commerce. Le souci de laïcité, par une droite qui a toujours soutenu l'école privée et son financement par l'État (plus de 14 milliards par an aujourd'hui, soit près d'un quart du budget des hôpitaux publics !), mais aussi par la gauche, dont les ministres ont été les premiers (Mauroy, Defferre, Auroux) à taxer les ouvriers de l'industrie automobile d'« islamistes » pour discréditer leurs grèves des années 1980, a toujours été contre-nature. Depuis quelques années, elle est devenue l'argument rhétorique visant à présenter sous un jour acceptable un racisme déchainé.

[...] pendant qu'on fait la chasse aux calots à l'hôpital ou aux « radicalisés » à la RATP, les vrais problèmes s'aggravent.

LE RACISME SOUS COUVERT DE LAÏCITÉ, UNE ARME DES PATRONS

Ces campagnes racistes font partie intégrante de l'offensive contre tous les travailleurs. Car pendant qu'on fait la chasse aux calots à l'hôpital ou aux « radicalisés » à la RATP, les vrais problèmes s'aggravent : sous-effectif, coupes budgétaires et bas salaires... Refuser qu'une collègue fasse les frais de cet arbitraire qui touche tous les salariés, n'est ni un combat pour le port du voile, ni une concession aux intégrismes religieux, c'est lutter contre le pouvoir patronal - et contre le fait de priver encore plus les services hospitaliers de bras précieux, à l'heure où le sous-effectif est déjà criant.

Refuser qu'une collègue fasse les frais de cet arbitraire qui touche tous les salariés, [...] c'est lutter contre le pouvoir patronal.

Vouloir soumettre et casser les collectifs de travail, c'est une manière de mettre la pression à tous pour faire accepter les conditions de travail insupportables, à l'heure où les hospitaliers essuient les pires attaques, aggravées par le budget profondément austéritaire qui vient d'être voté : une saignée de plus d'un milliard d'euros, soit 20 000 postes en moins, l'équivalent de trois Pitié-Salpêtrière !

Ces directions cherchent à diviser et à terroriser. C'est l'une des facettes de l'offensive raciste actuelle - qui est aussi une réponse, ces dernières années, pour contrer le pas en avant dans la conscience, la colère et l'injustice qu'inspirent les poussées de l'impérialisme, notamment en Palestine. Ne laissons pas une seule d'entre nous en faire les frais.

HÉLÈNE ARNAUD • 06/01/2026

À LA RATP AUSSI : NEUTRALITÉ OU NEUTRALISATION DES TRAVAILLEURS ?

La RATP s'apprête à généraliser un plan intitulé « Travailler ensemble », non sans une certaine ironie. Testé depuis cet été dans certains dépôts de bus, ateliers ou lignes de métro pilotes, il enjoint les cadres à faire la chasse aux indices religieux, mais surtout quand il s'agit de l'islam...

De manière générale, la laïcité avait déjà servi de justification pour introduire, avec la loi Travail en 2016, la possibilité d'inscrire une « clause de neutralité » dans les règlements intérieurs, afin de restreindre « la manifestation des convictions des salariés » (à condition que ces restrictions soient générales, proportionnées et non-discriminatoires) - l'occasion aussi pour le patronat de chercher à faire taire les convictions politiques (comme à la RATP où le plan en profite au passage pour enjoindre aussi de « faire retirer tous les signes de manifestation d'opinion politique »), bien qu'un arrêt de 2021 de la Cour de justice de l'Union européenne l'ait expressément exclu.

Mais à la RATP, comme chez ses sous-traitants, c'est carrément le principe de neutralité du « service public » qui s'applique. Malgré la privatisation ? Oui, car le gouvernement a veillé à étendre le principe à tous les opérateurs privés réalisant un service public, ainsi qu'aux salariés des HLM et des entreprises ferroviaires (loi « Séparatisme » de 2021).

Mais pour sanctionner au nom de la neutralité ou de la laïcité, encore faut-il des manifestations religieuses. C'est loin d'être le cas, puisque le plan demande aux managers de deviner « des phénomènes d'entrisme » en repérant des bouteilles d'eau dans les toilettes, ou encore, palme du genre, des « prières récitées de façon silencieuse » !

Le seul séparatisme, ce n'est pas celui que les patrons essaient d'instiller entre nous, mais c'est le leur, celui des riches, de ceux qui voudraient nous faire croire à l'unité nationale, la République et l'égalité, alors qu'ils condamnent le reste de la population à un apartheid so-

Grève pour les salaires à la SNCF

Depuis des années, les salaires SNCF ne suivent pas la hausse des prix. L'an passé, pendant les négociations annuelles obligatoires (NAO), la direction avait même intégré l'évolution de carrière des collègues à son calcul d'augmentation pour tenter de masquer que les grilles de salaire reculent une fois déduite l'inflation. Le nouveau PDG, Jean Castex, a sorti une longue vidéo de vœux pour la nouvelle année, où il vante la performance du groupe et l'engagement des équipes. Mais il a oublié de parler rémunérations !

Le 13 janvier, SUD et la CGT appellent les cheminots à la grève. Il est important d'en être pour montrer qu'on ne se contentera pas de miettes face au milliard d'euros de bénéfice engrangé rien qu'au premier semestre 2025.

CORRESPONDANT • 06/01/2026

Les municipales sont lancées !

Paris, le NPA-R en campagne

Derrière sa façade de « ville lumière », Paris est un concentré d'inégalités. La mort d'un sans-abri le 28 décembre révèle l'hypocrisie du « plan grand froid » : tentes de sans-abri et taudis côtoient immeubles huppés pour fortunés et spéculateurs. La chute d'un ouvrier dans une cage d'escalier, le 24 décembre dans le 13^e arrondissement, rappelle que Paris, qui accueille les sièges de grandes entreprises, ne peut tourner qu'en exploitant des dizaines de milliers de travailleurs sans cesse repoussés au-delà de ses murs.

Mais Paris est aussi ville de luttes, à l'image de celle récente des postiers du 17^e arrondissement, aux prises avec les réorganisations et la présence d'amiante dans leurs locaux, de celle de salariés de la ville de Paris contre des tentatives de sanctions disciplinaires abusives, ou encore de la lutte contre les discriminations et l'arbitraire patronal dans la chasse aux couvre-chefs à l'AP-HP ou aux prétextes « radicalisés » à la RATP. À l'image de toutes celles et ceux qui se retrouvent bien souvent, place de la République, en soutien au peuple palestinien, en solidarité avec les révoltés de la Gen Z ; ou en dénonciation des agressions impérialistes, comme la toute dernière des États-Unis au Venezuela.

Pour porter leur voix, le NPA-Révolutionnaires présentera des listes au Conseil de Paris ainsi que dans plusieurs arrondissements, conduites par Blandine Chauvel, assistante sociale à l'AP-HP.

GRENOBLE : UNE LISTE RÉvolutionnaire FACE AUX IDÉES RÉACTIONNAIRES DE CARIGNON ET AUX ILLUSIONS DES LISTES ISSUES DE LA MAIRIE « LA PLUS À GAUCHE DE FRANCE »

Dérigée depuis 2014 par une coalition écologiste, PCF, LFI, Grenoble a été marquée ces dernières années par une succession de plans de licenciements survenus dans son agglomération. Comme partout, se loger devient de plus en plus difficile alors que plus de 20 000 logements y sont vides. La droite, dirigée par Alain Carignon, ancien maire et ministre condamné pour corruption, tente d'en profiter en menant une campagne réactionnaire et méprisante sur le thème de l'insécurité.

Notre campagne met en avant les luttes des ouvriers de Teisseire contre les licenciements ; celle des travailleurs sans-papiers pour le logement, la réquisition des logements vides et leur régularisation ; celle contre la casse des services publics utiles à la population pour qu'ils soient étendus et gratuits. Nous sommes les seuls, avec Lutte ouvrière, à dire que pour atteindre ces objectifs, nous ne pourrons compter que sur nos luttes et nos grèves.

Si nous avions des élus, c'est à cet objectif qu'elles et ils s'attelleraient. Leurs moyens seraient mis au service de la lutte contre ceux qui dirigent réellement la ville : les patrons des grandes entreprises, ST Micro, Air Liquide, Schneider, ou encore Vicat dont l'héritière milliardaire dirige le Medef local...

Baptiste Anglade, travailleur social et syndicaliste qui anime les grèves et les luttes dans le travail social, ainsi que Noémi Mondon, travailleuse précaire dans une clinique, seront nos têtes de liste.



CAEN : CONTRE LA LOGIQUE DU « TOUT PROFIT »

Caen, à la tête d'une agglomération de plus de 210 000 habitants, joue à la « métropole ». Mais cela n'empêche pas le CHU de manquer de médecins – sans que l'actuelle municipalité représentée dans son conseil de surveillance s'en émeuve beaucoup, à la différence de la presse nationale... – et bien des spécialistes d'imposer des dépassements d'honoraires. Et elle a un coût : loyers qui explosent, prix de l'immobilier inabordables. Le tout sans garantie pour les jeunes, avec ou sans diplôme, d'y trouver un emploi... Les gagnants de la compétition entre les villes sont peut-être leurs habitants les plus riches, mais certainement pas les autres.

Il ne suffira pas d'une nouvelle ligne de tram – surtout si elle finit par entraîner la fermeture de l'hôpital psychiatrique qu'elle coupe en deux... – pour améliorer notre quotidien. Pas plus que planter quelques milliers d'arbres – l'équipe sortante, qui n'a pas réussi à bâtir son centre commercial en centre-ville sur les souches de quelques dizaines d'eux, se veut maintenant leur amie, c'est toujours ça de pris... – ne suffira à protéger des prochaines canicules les résidents de passoires thermiques.

La tâche est immense. Mais les ressources de la société le sont aussi. Le monde du travail, sans lequel rien ne fonctionne, saura les mobiliser s'il rompt avec la loi du profit. C'est pourquoi il doit décider. C'est le sens de notre liste « Caen ouvrière et révolutionnaire ».

Metz : contre la violence capitaliste

Le NPA-Révolutionnaires sera présent avec une liste menée par Gaël Diaferia, secrétaire médico-social dans un service territorial, et Céline Lejal, étudiante et salariée. Une liste pour faire entendre la voix de celles et ceux en première ligne face à la violence quotidienne du capitalisme. Cette violence qui a tué à Metz, le 28 décembre, un sans-abri. Un homme de 66 ans connu des services sociaux, eux-mêmes en proie à des réductions budgétaires... Dans cette ville riche, des centaines de personnes – dont des enfants – dorment dans la rue ou dans leur voiture, alors qu'en 2024, l'Insee estimait à plus de 11 000 le nombre de logements vacants dans la métropole, soit près de un sur dix ! Et une partie importante du parc locatif est constitué de logements indignes ou insalubres. Des petits mafieux ou des grands bailleurs publics extorquent aux familles désespérées ou aux étrangers des loyers exorbitants pour des logements invivables ! La crise du logement démontre que la loi du marché qu'on nous vante tant est un échec. Des mesures d'urgence s'imposent. Il faut réquisitionner les logements vides, geler les loyers et interdire les expulsions locatives. Des solutions bien loin de celles du maire actuel, apparenté LR, qui se félicite de multiplier les interventions policières auprès des sans-abris, d'avoir installé 1 000 caméras de vidéo-surveillance et recruté à tour de bras dans la police municipale.

Angers : une liste ouvrière et révolutionnaire, contre la démagogie sécuritaire

Dans sa récente lettre de campagne à tous les habitants d'Angers, Christophe Béchu, le maire sortant, se félicitait d'avoir renforcé les effectifs de la police municipale ainsi que son armement. Bien sûr, il n'a pas précisé que cette police ne résolvait aucun problème et servait avant tout au contrôle social dans les banlieues.

Béchu est aussi le secrétaire général d'Horizons, le parti d'Édouard Philippe, faisant partie de la majorité présidentielle. Il a été ministre de la Transition écologique pendant deux ans au sein du gouvernement Borne et a donc notamment soutenu le passage de la retraite à 64 ans, l'envoi d'armes en Israël et la loi Darmanin-Le Pen. En tant que ministre de la Transition écologique, il se sera surtout illustré pour ses incessants voyages en jets privés : onze dans ses quatre premiers mois en fonction.

Pendant que C. Béchu était au ministère, son adjoint Jean Marc Verchère assurait l'intérim. En un an et demi, celui-ci s'est improvisé roi du shopping, en dépensant, aux frais de la mairie, 8 341 euros en vêtements et chaussures, en plus de ses plus de 9 000 euros d'indemnités mensuelles. Un train de vie bien à l'image de la bourgeoisie que tous ces politiciens servent.

NICOLAS CUISINIER ET NOUK GLÉMAREC,
ÉTUDIANTS À ANGERS • 06/01/2026

Nantes, la ville cache-misère

Le PS, depuis des décennies au pouvoir à Nantes, a tout fait pour donner à la ville une image de ville « moderne », assumant son histoire négrière, accueillante pour les artistes, mais surtout les entrepreneurs... Pourtant derrière la vitrine se cache une misère galopante : augmentation de la mendicité dans le centre-ville, difficulté pour les classes populaires de trouver un logement à prix abordable. C'est à Nantes que se trouve le plus grand bidonville de France où vivent près de 200 familles roms. Cette précarité est renforcée par des politiques anti-ouvrières qui, sous couvert d'écologie, ont forcé les travailleurs motorisés à quitter le centre-ville. Une misère dont tout le monde s'accorde, de la gauche unie à la FI, pourvu qu'elle ne soit pas trop visible. Sans parler de la droite et de l'extrême-droite qui déjeunent à la table des patrons nantais, bien responsables de la situation. Tous en revanche filent le train au RN en parlant d'insécurité. Mais les trafics de drogue qui empoisonnent la vie des habitants des quartiers populaires prennent leurs racines dans une insécurité économique et sociale, aggravée par la fermeture de centres d'accueil, comme la Fabrique 16-25 ou le centre médical de Beaulieu, avec le silence complice de la mairie PS. Face à cette situation, nous, militants du NPA-Révolutionnaires, sommes et serons le relais de ceux qui luttent pour que tous puissent vivre dignement à Nantes, à l'image des éducateurs de rue de l'ADPS, en grève depuis novembre.



TOULOUSE OUVRIÈRE ET RÉvolutionnaire

La liste « Toulouse ouvrière et révolutionnaire » fera entendre la voix de toutes celles et ceux qui font tourner la société au quotidien. Elle dénoncera la baisse des budgets des services publics au profit des actionnaires des grosses entreprises françaises, notamment celles de l'armement.

Toulouse est la capitale de l'aéronautique, avec des carnets de commandes bien remplis : les profits ruissent pendant que la planète brûle. Elle va aussi devenir la capitale de la militarisation du spatial, notamment avec l'inauguration d'un centre de commandement dirigé par l'Armée de l'air et de l'espace.

Dans le reste de la ville, c'est le développement de nouveaux quartiers toujours plus chers alors que des expulsions ont lieu dans des quartiers populaires, et que la troisième ligne de métro payée par les contribuables desservira directement les sites Airbus...

Nous dénoncerons l'accès difficile aux logements sociaux et aux urgences des CHU, la baisse des budgets dans les MJC et médiathèques, les enseignants non remplacés en primaire, les fermetures de filières dans les universités.

Notre liste est internationaliste : n'en déplaît au maire de droite qui fait faire les soutiens à la Palestine et interdit une exposition de Médecins sans frontières. Une liste qui soutient aussi les jeunes mineurs isolés, que la mairie veut expulser, et que le PS, à la tête du département, maltraite.

Une liste du monde du travail, pour affirmer haut et fort que si c'est nous qui travaillons, alors nous devons décider !



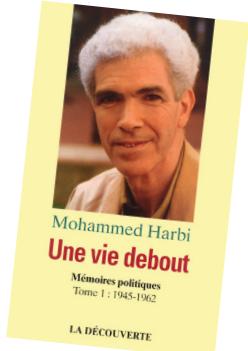
Mohammed Harbi : une vie debout

Une vie debout, c'est le titre de l'autobiographie de Mohammed Harbi, historien, militant, décédé ce premier janvier à l'âge de 92 ans après une vie riche en combats.

Réfugié en France après avoir été emprisonné comme opposant au régime militaire tournant vite à la dictature en Algérie, témoigner par la plume était devenu pour lui un moyen vital de continuer à défendre les idées d'émancipation des peuples et d'indépendance de classe.

Il s'était engagé très jeune en Algérie au PPA-MT-LD, le parti nationaliste algérien créé par Messali Hadj, puis au FLN créé en 1954, alors que, venu faire ses études à Paris, il militait dans l'Association des étudiants nord-africains. Sa formation marxiste et son attachement au mouvement ouvrier, acquis au contact de militants trotskistes ou libertaires (comme Daniel Guérin), de France et d'autres pays d'Europe qu'il a sillonnés en tant que cadre du FLN, lui a donné des distances avec la direction du mouvement nationaliste. Son premier conflit s'est imposé à la suite de l'assassinat en 1957 d'Abane Ramdane, l'un des dirigeants du FLN, par ses pairs (les chefs militaires de l'insurrection algérienne voyant en Ramdane, qui prônait un contrôle politique du mouvement, un concurrent trop gênant). Une exécution maquillée par le FLN aux yeux du peuple algérien en « mort au champ d'honneur ».

Le livre le plus marquant de Mohammed Harbi, dont une grande partie a été rédigée alors qu'il était dans les prisons de Boumédiène, intitulé *Le FLN, mirage et réalité* et publié en 1981, retrace avec une vue de militant lucide et incorruptible toute l'histoire du mouvement nationaliste algérien de 1945 à l'indépendance en 1962. C'est une histoire vue de l'intérieur, qui éclaire sur les débats au sein du mouvement, mais aussi sur les querelles et ambitions des dirigeants nationalistes, dont les chefs militaires ont accaparé le pouvoir à l'indépendance. « *Le régime algérien n'est donc ni un régime socialiste, ni un régime de transition vers le socialisme. C'est un capitalisme bureaucratique* », écrivait Mohammed Harbi dans la conclusion de son livre, à une époque où d'autres avaient tant parlé de la « voie vers le socialisme ». « *Le rôle de l'État a été décisif dans la formation de la société. Il a créé de toutes pièces une bourgeoisie.* » Un livre, réédité il y



a un an par les éditions Syllepse, dont on ne peut que recommander chaudement la lecture.

Having continued to play a role in the FLN, despite its critiques, including as a advisor in the negotiations at Evian for independence, it was, despite this, a partisan of self-government in agricultural and industrial domains occupied by workers after the departure of the colonists, animating the first government of Ben Bella, a bureau of self-government in the socialist sector. It was involved in this task, notably by the Trotskyist militant Michel Raptis (Pablo); a bureau who was not, to be true, seen by the president of Algeria as a facade.

In June 1965, three years after independence, the head of the Algerian army, Colonel Boumediene, overthrew President Ben Bella and arrogated to himself power. Mohammed Harbi, with his comrade Hocine Zehouane (died in March), who was also a partisan of self-government, and the leader of the Algerian Communist Party Bachir Hadj Ali, created the Organization of Popular Resistance, which sent the three of them to prison for three years.

Mohamed Harbi was imprisoned for five years (from 1965 to 1970). In 1973, when he was in residence under surveillance, he managed to escape and flee to Paris, where, with his books and debates, he continued to illuminate the history of the national movement and its evolution under the regime of Algeria, to defend its ideas for social emancipation and to maintain contacts with all those who shared this ideal. It was a comrade as well.

OLIVIER BELIN • 06/01/2022



Cachez ces réseaux que je ne saurais voir

Depuis décembre, Macron promet l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans et un projet de loi en ce sens en janvier.

LA RECETTE DU BON DÉMAGO

Au nom de la protection de l'enfance, Macron promet une mesure aussi hypocrite que l'interdiction des téléphones portables au lycée ou la régulation des sites pornographiques de 2025, contournable par tout jeune sachant utiliser un VPN. Le gouvernement feint de se préoccuper des résultats scolaires et de la santé affective des ados pour faire oublier ses attaques répétées sur l'école et les aides sociales. Les réseaux sociaux sont l'ennemi facile, mais ça n'empêche pas Macron de multiplier les collaborations avec les gros influenceurs français, comme Mcfly et Carlito, Hugo Décrypte ou Tibo InShape.

NE REGARDEZ PAS, ÇA N'EXISTE PAS

Il prétend nous préserver ainsi de la violence de la société bourgeoise jusqu'à 15 ans, puis advienne que pourra. Comme si les contenus pédocriminels, racistes ou sexistes charriés par les réseaux n'existaient pas dans la « vraie vie ». Comme si le harcèlement, l'addiction ou l'anorexie découlaient entièrement des snaps et non de rapports sociaux dont les réseaux sont les reflets et parfois les amplificateurs. À d'autres !

PAS TOUCHE À LA GESTION CAPITALISTE DES RÉSEAUX

Changer un algorithme n'est pas sorcier. En 2024, la BBC a révélé que Meta

(Zuckerberg) a modifié ceux d'Instagram et Facebook pour supprimer des contenus pro-Palestine. En 2022, Musk a rouvert le compte X de Trump. Mais qui permet aux propriétaires des plateformes de sélectionner ainsi les contenus, de vendre les données ou de soutenir leurs politiciens favoris ? La propriété privée capitaliste. Aucun État bourgeois ne peut ni ne veut taper sur ce terrain. En revanche, chacun peut bloquer les réseaux quand il en sent le besoin. Macron avait interdit Tik Tok pendant la révolte des Kanak de 2024, et menacé de le faire pendant celle de 2023, suite à l'assassinat de Nahel. Et pas un milliardaire libertarien du numérique pour protester !

ALEXIS MICSHEN • 06/01/2026

Université de Nanterre : les sans-facs toujours en lutte !

A lors que la phase de candidature de Parcoursup ouvrira le 19 janvier prochain, des jeunes sont encore et toujours sans affectation à l'université. À Nanterre, le collectif des sans-facs, qui lutte depuis juillet, reste déterminé à obtenir des inscriptions pour ces jeunes, malgré le refus de la présidente, Mme Rolland-Diamond.

Les sans-facs de Nanterre ont bien compris que ce refus est politique : ils luttent pour leur inscription, mais contestent au fond les coupes budgétaires et le renforcement de la sélection. D'ailleurs, tout ce mois de décembre 2025, ils se sont liés à des étudiants de cursus master ingénierie (CMI), dont la filière était menacée de fermeture par la présidence. Les étudiants de CMI, les sans-facs et plusieurs organisations de l'université ont imposé l'annulation de cette fermeture.

Face à leur mobilisation, la présidence persiste dans sa politique répressive. Après avoir envoyé les CRS contre une occupation du collectif en octobre, elle a porté plainte contre l'Unef, le principal syndicat étudiant de Nanterre, pour une affiche dénonçant sa politique de sélection sociale. Un rassemblement est organisé lundi 12 janvier, à 9 heures, lors de l'audition au commissariat d'une des dirigeantes du syndicat.

Dans un contexte de coupes budgétaires dans les universités, face à un gouvernement qui prépare le terrain à la hausse générale des frais d'inscriptions, les sans-facs sont déterminés à faire le lien entre leur combat et l'ensemble des attaques.

GEORGES MINOG • 06/01/2026

LA PRÉSIDENCE DE NANTERRE S'ACHARNE CONTRE L'UNEF ET LES SANS-FACS ET TRAÎNE UNE PRÉSENTANTE AU COMMISSARIAT !

La présidence de la fac de Nanterre s'est vexée et a porté plainte en diffamation contre l'Unef Nanterre pour une affiche dénonçant sa politique de tri social et autoritaire en la comparant à Macron. Elle réprime car elle craint les mobilisations dans sa fac !

Coppélia, représentante du syndicat, est convoquée le 12 janvier au commissariat pour y être auditionnée. Le NPA-Révolutionnaires se joint à l'appel à la mobilisation à 9 heures au 36 rue du Bastion, à Paris. Nous n'accepterons aucune poursuite !



DEPUIS JUILLET, ILS REFUSENT DE RENCONTRER LE COLLECTIF DES SANS-FACS

ILS VEULENT UNE FAC FERMÉE

AUX CLASSES POPULAIRES & AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

LA PRÉSIDENCE DE NANTERRE DOIT INSCRIRE LES SANS-FACS !



Des naissances à tout prix

Depuis le 1^{er} janvier 2026, le gouvernement chinois a augmenté la TVA à 13 % sur les produits contraceptifs, une première depuis 1992, en pleine politique de l'enfant unique. Les pilules et préservatifs ont vu leur prix augmenter, alors qu'en parallèle les services liés au mariage (notamment l'introduction matrimoniale, qui vise à faire se rencontrer de futurs mariés) ont eux été exonérés de taxes. Le message ne saurait être plus clair.

En s'attaquant au portefeuille de parents potentiels, la Chine entend relancer sa croissance démographique qui est au plus bas pour la troisième année consécutive, sa population passant de 1,41 milliard à 1,408 sur l'année 2024 selon le Bureau national des statistiques de Beijing. Hors de question de manquer de

RÉSOLUTION POUR L'ANNÉE 2026 : RENVERSER LE CAPITALISME QUI N'ENGENDRE QUE LA GUERRE, L'EXPLOITATION ET LA MISÈRE



Une bonne résolution ? La révolution !

L'année 2025 s'est conclue par les images du mouvement d'ampleur des travailleurs et jeunes d'Iran contre la République islamique. De quoi présager du bon pour l'année 2026 ! L'enlèvement de Maduro par Trump et les bombardements sur Caracas ont vite sonné comme un rappel que les puissances impérialistes tiennent à leur calendrier infernal : interventions militaires, mais aussi génocides et guerre sociale contre les peuples.

POUR AVOIR LA PAIX EN 2026... PRÉPARE LA RÉVOLUTION

Pour une partie de la jeunesse en France aussi, l'année 2025 aura été l'occasion de faire ses armes dans des mouvements contre le génocide en Palestine ou l'austérité que les capitalistes tentent d'imposer avec leurs coupes budgétaires. L'occasion aussi de suivre attentivement les mouvements de la « Gen Z » dans le monde ! Une traînée de poudre s'est répandue de l'Indonésie au Pérou, en passant par la Serbie et le Kenya. Les impérialistes sèment la guerre, mais les révoltes germent dans leurs sillages. Aux travailleurs et aux jeunes de transformer l'essai !

PATXI • 06/01/2026

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org

FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires

X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES